

L'EXPRESS
soutient
Ghaza



L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION / DIMANCHE 21 AVRIL 2024 // N°795 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

ADHÉSION DE L'ALGÉRIE
À LA NOUVELLE BANQUE
DE DÉVELOPPEMENT
**LES PROCÉDURES
JURIDIQUES
SONT DANS
LEUR « PHASE DE
FINALISATION »**

Lire en page 4



CONSENSUS AU SEIN DU
COMITÉ CENTRAL DU PARTI
**LE PT DÉCIDE
DE SE PRÉSENTER
AUX ÉLECTIONS
PRÉSIDENTIELLES**

Lire en page 16



ELLE VEUT FAIRE INSCRIRE
LE ZELLIGE COMME
PATRIMOINE IMMATÉRIEL
NATIONAL À L'UNESCO

**L'ALGÉRIE A
OFFICIELLEMENT
PRÉSENTÉ
UN DOSSIER
À L'AGENCE
ONUSIENNE**

Lire en page 16



MONTÉE DES TENSIONS ENTRE L'IRAN ET L'ENTITÉ SIONISTE

LE MOYEN-ORIENT AU BORD DU PRÉCIPICE

Lire en page 3



1 400 SIGNALEMENTS DE SOUPÇONS
DE CORRUPTION ET 14 AFFAIRES
TRANSMISES À LA JUSTICE

**GRANDE
BATAILLE
CONTRE LA
CORRUPTION**

Lire en page 4



GUERRE AU SOUDAN : UN AN DÉJÀ...

La situation au Soudan demeure critique. Depuis un an, le pays est en proie à une guerre. Les affrontements entre l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide (FSR) ont plongé le pays dans le chaos, avec des conséquences désastreuses. Dès la chute d'Omar el-Béchr en 2019, deux généraux occupent les devants de la scène. Il s'agit d'Abdel Fattah al-Burhane, chef de l'armée soudanaise et Mohammed Hamdane Daglo, commandant des FSR. Les divergences de vue entre les deux alliés vont rapidement conduire à des tensions. La rivalité entre l'armée et les FSR, notamment sur la question de l'intégration des paramilitaires dans les forces armées, a finalement éclaté en conflit armé le 15 avril 2023. Depuis lors, le nombre total de victimes est estimé entre 15 000 et 20 000, mais ces chiffres pourraient être sous-estimés. Plus de 10 000 morts sont à déplorer au Darfour, dans l'ouest du



pays, selon les chiffres des Nations unies. Plus de 6,5 millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays, tandis que près de deux millions ont fui à l'étranger, exacerbant ainsi la crise des réfugiés dans la région. Plus de la moitié de la population soudanaise, soit environ 24 millions de personnes, est confrontée à une insécurité alimentaire aiguë. Les conditions de vie se dégradent, avec des millions de personnes ayant un accès limité à l'eau potable, aux soins de

santé et à l'éducation. Les violences sexuelles, les enlèvements et les enrôlements forcés d'enfants sont aussi signalés. Les efforts de médiation ont jusqu'à présent échoué. Malgré les appels répétés de la communauté internationale à mettre fin au conflit et à fournir une assistance humanitaire d'urgence, des signes d'un cessez-le-feu tardent à se profiler.

KENYA : UN ACCIDENT D'HÉLICOPTÈRE MILITAIRE TUE UN CHEF DES ARMÉES ET NEUF AUTRES PERSONNES À BORD

Le crash d'un hélicoptère militaire, ce jeudi, a tué le chef des armées du Kenya, le général Francis Ogolla, avec 9 autres personnes, a déploré le président du pays, William Ruto. Dans un discours à la nation, Ruto a déclaré trois jours de deuil national, durant lesquels le drapeau du pays sera en berne pour honorer les héros tombés. Le président kényan a déclaré que l'hélicoptère de l'armée de l'air du Kenya avait quitté la capitale Nairobi pour la région du Rift Nord, dans le cadre de l'opération Maliza Uhalifu (mettre fin à la criminalité, en swahili). Le général Ogolla, un officier distingué d'un insigne à quatre étoiles, faisait route pour rendre visite aux

troupes déployées dans la région et inspecter les projets de rénovation scolaire en cours. "Avec lui, lors de l'accident, se trouvaient 11 autres vaillants militaires, neuf qui sont également décédés avec lui et deux survivants", a déclaré Ruto.

Les 9 autres victimes tuées dans l'accident étaient des officiers supérieurs de l'armée : le Brigadier Swale Saidi, le colonel Duncan Keittany, le lieutenant-colonel David Sawe, le major George Benson Magondu, le capitaine Sora Mohamed, le capitaine Hillary Litali, le sergent principal John Kinyua Mureithi, le sergent Cliphonce Omondi et le Sergent Rose Nyawira.

LA CHASSE AUX IMAMS MAGHRÉBINS SE POURSUIT EN FRANCE L'ALGÉRIEN MOHAMED TATAÏAT EXPULSÉ

Mohamed Tataïat, un imam de nationalité algérienne qui officiait à Toulouse a été expulsé, vendredi dans la soirée, vers l'Algérie. Après l'expulsion de Hassan Iquioussen vers le Maroc, et Mahjoub Majoubi vers la Tunisie, c'est au tour de l'imam Mohamed Tataïat d'être expulsé lui-aussi de Toulouse vers l'Algérie. Arrivé en France en 1985, Mohamed Tataïat avait été condamné en août 2022 par la cour d'appel de Toulouse à quatre mois de prison avec sursis pour un prêche tenu en 2018, considéré comme un appel à la haine. Mohamed Tataïat, un imam de nationalité algérienne qui officiait à Toulouse a été expulsé, vendredi 19 avril dans la soirée, vers l'Algérie, après sa condamnation définitive pour provocation à la haine et à la violence envers la communauté juive, a annoncé Gérard Darmanin. Dans un message posté sur X, le ministre français de l'intérieur a fait valoir qu'«une nouvelle fois, la loi "immigration" [avait permis] d'expulser dans son pays d'origine en moins de vingt-quatre heures un "imam" de Toulouse, prêcheur de haine et condamné par la justice». «Il n'y avait pas d'urgence, il

est sur le territoire français depuis quarante ans, il a des enfants, il travaille, il n'a pas fait parler de lui depuis sept ans, et là il se retrouve dans un avion en direction de l'Algérie», a réagi auprès de l'AFP l'un de ses avocats, Jean Iglisis, dénonçant une «expulsion manu militari pour éviter qu'on fasse suspendre l'arrêté [d'expulsion]», a rapporté Le Monde. En fait, les imams maghrébins sont de plus en plus indésirables aux yeux des dirigeants français, et ce depuis notamment la nomination de Gérard Darmanin au poste de ministre de l'intérieur. En effet, ce ministre a visiblement concentré depuis plusieurs mois maintenant son action sur les mosquées, imams et associations de confession musulmane, dont le nombre de mosquées fermées, associations dissoutes et imams expulsés ne peut qu'en attester. «Ce qui se passe est d'une certaine gravité (...) C'est une défiance à l'égard de la défense et de l'autorité judiciaire», a poursuivi le conseil de l'imam, affirmant notamment qu'il n'avait pas pu avoir accès à son client lorsqu'il était en instance d'expulsion à l'aéroport de Toulouse.

LA BARBADE ANNONCE AVOIR RECONNU L'ÉTAT DE PALESTINE

Le gouvernement de la Barbade, pays des Caraïbes, a annoncé sa reconnaissance de l'État de Palestine.

La ministre des Affaires étrangères de la Barbade, Kerry Symonds, a déclaré samedi dans un communiqué avoir décidé de reconnaître l'État de Palestine.

"Comment pouvons-nous dire que nous voulons une solution à deux États sans reconnaître l'État de Palestine ?", s'est

interrogée Symonds. Elle a souligné que la décision de reconnaître la Palestine n'affectera pas les relations de la Barbade avec Israël.

Et de rappeler que son pays a toujours appelé aux Nations unies à une solution à deux États en Palestine.

Symonds a critiqué l'échec de son pays à reconnaître l'État de Palestine jusqu'à présent, notant que le moment est venu pour "rattraper cette erreur".

CRÉATION D'UN COMITÉ INTERNATIONAL DE SOUTIEN À RACHED GHANNOUCHI, UN AN APRÈS SON ARRESTATION

Plus de soixante hommes politiques et intellectuels arabes et étrangers ont indiqué dans un communiqué rendu public à l'occasion de la création du comité international de soutien à Rached Ghannouchi: "Ce jour, marque le premier anniversaire de l'arrestation de Rached Ghannouchi, 82 ans, ce qui en fait l'un des prisonniers d'opinion les plus âgés du monde arabe et de la région."

Ghannouchi doit être libéré sans condition, l'injustice dont il fait l'objet doit être levée, les décisions de justice qui le visent doivent être annulées et sa réputation de figure intellectuelle et politique doit être restaurée.

- L'acharnement judiciaire contre Ghannouchi et d'autres opposants doit cesser, les prisonniers d'opinion doivent être libérés ainsi que le respect des conventions internationales.

- Pour l'heure aucun commentaire immédiat n'a été émis par les autorités tunisiennes sur le communiqué du comité.

Plus de 60 hommes politiques et intellectuels arabes et étrangers ont lancé un comité international de soutien à Rached Ghannouchi (82 ans), ancien président du Parlement tunisien et fondateur du mouvement d'obédience islamique Ennahdha, à l'occasion du premier anniversaire de son arrestation.

UNE MILITANTE FRANCO-PALESTINIENNE CONVOQUÉE POUR "APOLOGIE DU TERRORISME"!

La militante franco-palestinienne Rima Hassan a estimé que sa convocation par la police vendredi pour "apologie du terrorisme" après les attaques du Hamas était une "tentative d'intimidation politique". "J'attends de voir ce qu'il en est". Après sa convocation par la police pour "apologie publique d'un acte de terrorisme", annoncée dans un communiqué de La France insoumise, la militante franco-palestinienne Rima Hassan, septième sur la liste insoumise aux élections européennes, a estimé sur RTL que cette procédure est une "tentative d'intimidation politique". "Je suis très très sereine, je pense que c'est plutôt une tentative d'intimidation

politique qui va se retourner contre ceux qui l'ont pensé, parce qu'il va y avoir - et c'est déjà en cours - une grosse vague de soutien", a-t-elle assuré, selon BFMTV. "J'ai le sentiment, qu'effectivement, ça s'inscrit dans un contexte qui consiste à faire pression à la fois sur ma candidature et sur mes prises de position visant à alerter sur ce qui se

politique qui va se retourner contre ceux qui l'ont pensé, parce qu'il va y avoir - et c'est déjà en cours - une grosse vague de soutien", a-t-elle assuré, selon BFMTV. "J'ai le sentiment, qu'effectivement, ça s'inscrit dans un contexte qui consiste à faire pression à la fois sur ma candidature et sur mes prises de position visant à alerter sur ce qui se

politique qui va se retourner contre ceux qui l'ont pensé, parce qu'il va y avoir - et c'est déjà en cours - une grosse vague de soutien", a-t-elle assuré, selon BFMTV. "J'ai le sentiment, qu'effectivement, ça s'inscrit dans un contexte qui consiste à faire pression à la fois sur ma candidature et sur mes prises de position visant à alerter sur ce qui se

L'EXPRESS

Quotidien national d'information
édité par la

SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la
presse Abdelkader safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger

Tel/FAX Administration
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION:

ZAHIR MEHDAOUI

zahir.mehdaoui1969@gmail.com

Email:

redaction@express-dz.com

Site Web:

www.lexpressquotidien.dz

/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur
de l'administration
et des finances
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@expressquotidien.dz

Impression SIA
Alger Bab Ezzouar

**"POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale
de communication d'Édition
et de Publicité"**
**Agence ANEP 01, Avenue Pasteur
Alger**

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45
020.05.13.77

Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

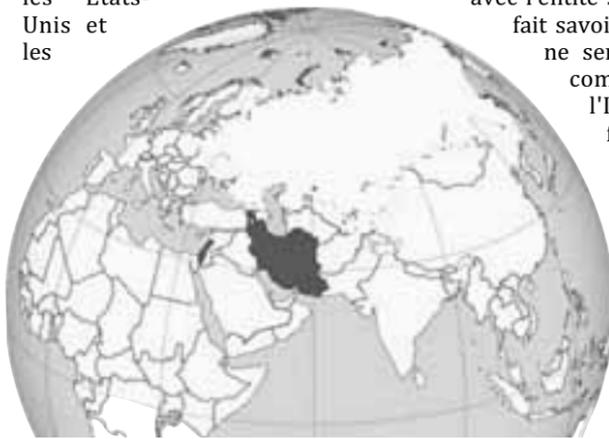
MONTÉE DES TENSIONS ENTRE L'IRAN ET L'ENTITÉ SIONISTE

Le Moyen-Orient au bord du précipice

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Hossein Amir Abdollahian, a déclaré avant-hier que son pays réagirait immédiatement et au « niveau maximum » si l'entité sioniste agissait contre ses intérêts.

Amir Abdollahian a ajouté dans une interview avec NBC News : « Si Israël veut entreprendre une autre aventure et agit contre les intérêts de l'Iran, notre prochaine réponse sera immédiate et au niveau maximum. » Il a déclaré que l'Iran enquêtait sur l'attaque qui a visé Ispahan vendredi soir dernier, ajoutant qu'aucun lien avec l'entité sioniste n'a encore été prouvé, minimisant ainsi l'importance de cette frappe. Amir Abdollahian a expliqué que les drones utilisés dans l'attaque ont décollé de l'intérieur de l'Iran et ont volé sur quelques centaines de mètres avant d'être abattus, ajoutant qu'ils ressemblaient « davantage à des jouets avec lesquels nos enfants jouent, et non à des drones ». Après des jours d'évasion, la frappe sioniste contre l'Iran était limitée et apparemment soigneusement conçue pour réduire les dangers d'une guerre majeure, même si la vérité confirmée tombait dans l'interdit et brisait le « tabou » de ne pas entrer dans des confrontations directes, ce que Téhéran a fait il y a quelques jours. Des sources ont déclaré que le gouvernement de guerre sioniste, dirigé par le Premier ministre Benjamin Netanyahu, avait initialement approuvé lundi soir dernier son projet de lancer une frappe sur le territoire iranien, avec une réponse énergique aux missiles et aux drones lancés par Téhéran samedi dernier, mais qu'il avait fait marche arrière à la dernière minute. Les sources ont ajouté que les trois membres ayant le droit de vote au sein du cabinet de guerre avaient déjà exclu à l'époque de recourir aux réponses les plus éner-

giques, en dirigeant une frappe sur des sites stratégiques, y compris les installations nucléaires iraniennes, dont la destruction entraînerait certainement conduire à élargir la portée du conflit dans la région. Les sources ont déclaré qu'il avait été décidé de reporter les plans de réponse à deux reprises depuis lors, à la lumière des divisions au sein du gouvernement et des forts avertissements des partenaires de l'entité sioniste, notamment les États-Unis et les



États du Golfe, de ne pas escalader, en plus de la nécessité d'une intervention publique mondiale. Reuters s'est entretenu avec plus d'une douzaine de sources en territoires occupés, en Iran, dans la région du Golfe et aux États-Unis, qui ont indiqué que des efforts étaient déployés pendant six jours dans le Golfe, à Washington et parmi certains planificateurs de guerre sionistes pour fixer des limites à la réponse aux premières frappes iraniennes directes sur son principal rival après des décennies de guerre

cachée. Le ministre jordanien des Affaires étrangères, Ayman Al-Safadi, a déclaré, de son côté, à Reuters : « Nous avons mis en garde contre le grave danger d'une nouvelle escalade », soulignant le fait que l'expansion du conflit dans la région aurait des répercussions catastrophiques et menacerait de détourner l'attention du monde de la guerre sioniste en cours à Gaza. Al-Safadi a ajouté que son pays, qui partage des frontières avec l'entité sioniste, « a clairement fait savoir à tout le monde qu'il ne serait pas une arène de combat entre Israël et l'Iran. Cette position ferme a été transmise à tout le monde sans équivoque ».

La majorité des sources ont demandé que leurs noms ne soient pas mentionnés en raison du caractère sensible du sujet. Il semble que la frappe survenue avant-hier vendredi ait visé une base aérienne iranienne près de la ville d'Ispahan, au cœur du pays, à proximité d'installations nucléaires, pour envoyer un message sur la capacité de l'entité sioniste à atteindre, mais sans utiliser d'avions ou des missiles balistiques, bombardant des sites stratégiques ou causant des dégâts importants. L'Iran avait déclaré que ses systèmes de défense avaient abattu trois drones au-dessus d'une base près d'Ispahan tôt vendredi matin. Les sionistes n'ont rien mentionné à propos de l'incident. **M.H.**

LES RESPONSABLES DU HAMAS LE RÉITÈRENT :

« Pas d'accord avec le couteau sous la gorge »

Les tentatives américano-égyptiennes de forcer la main à la résistance palestinienne afin d'accepter les conditions imposées par l'entité sioniste pour un nouvel accord de cessez-le-feu et d'échange de prisonniers sont vouées à l'échec. Le chef du Hamas, Ismaïl Haniya, a déclaré dans une interview exclusive accordée à un média libanais, que la résistance palestinienne n'accepterait jamais les conditions proposées actuellement par l'entité sioniste pour un cessez-le-feu. En dehors des quatre exigences formulées par le Hamas, souligne-t-il, à savoir un cessez-le feu total, le retrait des populations déplacées, la reconstruction de ce qui a été détruit, aucun accord n'est possible et la résistance envisage maintenant, selon lui, d'autres alternatives pour forcer l'armée d'occupation à réviser ses conditions de négociation. Le journal « Newsweek » n'a pas tort, en déclarant qu'il est devenu de plus en plus clair que c'est le mouvement Hamas qui dicte les termes du cessez-le-feu. « Les perdants de la guerre se rendent généralement, ce n'est pas le cas du Hamas. Et la raison derrière ce défi est simple : jusqu'à présent, le Hamas

est le vainqueur », estime le journal. Sourde aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU et aux appels de la Cour internationale de justice, l'entité sioniste ne peut entendre raison que par la force. Et c'est justement cette seule formule gagnante qu'utilisent actuellement le Hamas et l'ensemble de l'axe de la résistance. La détermination de la résistance et les coups répétitifs portés à l'armée considérée jusque-là comme invincible, a déjà émoussé les ardeurs de ceux qui rêvent d'un après-guerre à Gaza sans le Hamas. Les prétentions de Benjamin Netanyahu, qui veut récupérer la centaine de captifs israéliens encore aux mains du Hamas tout en continuant la guerre jusqu'à « l'élimination totale » de la résistance palestinienne, s'évaporent ainsi de jour en jour. L'objectif de l'entité sioniste d'éliminer la résistance est jugé maintenant par les soutiens d'Israël comme tellement difficile à atteindre qu'ils s'empressent déjà de jouer d'autres cartes pour ne pas perdre la face. Les Américains qui ont opposé leur veto jeudi dernier à l'adhésion pleine et entière de la Palestine à l'ONU, œuvrent ces jours-ci désespérément à parvenir à un accord de normalisation entre Israël et l'Arabie

Saoudite ! Mais ni le lobbying américain ni les tiédeurs et félonies de certains régimes arabes, qui soutiennent encore ouvertement ou en sous-main l'Etat hébreu, ne feront disparaître l'esprit de la résistance dans la Palestine occupée. Haniya a affirmé que le Hamas est prêt à adhérer à tout processus qui mène vers un cessez-le-feu permanent à Gaza, à la levée du siège, au retrait complet de l'armée sioniste de l'ensemble de la bande de Gaza, au retour des personnes déplacées dans leurs lieux de résidence sans restrictions ni conditions, suivi de secours, d'abris, de reconstruction... « Hormis ce cadre, aucun accord n'est possible », souligne-t-il. L'entité sioniste et ses affidés sont ainsi prévenus. Pas d'accord avec le couteau sous la gorge et des bombes au dessus des têtes ! La propagande sioniste actuelle qui tente de faire croire aux succès militaires et aux victoires de l'armée d'occupation, n'est que du bidonnage confondu d'ailleurs par tous les peuples du monde, même par des israéliens. Les seuls « succès » dont elle peut se targuer depuis le 7 octobre sont des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.

Boualem B.

CE QUI SE PASSE AU SOUDAN, AU TCHAD, AU MALI ET DANS LE SAHEL AFRICAIN Les « menées de sous-traitance » émiraties « parasitent » l'Algérie

La fin de la guerre à Gaza et en Ukraine préfigure déjà d'une nouvelle aire de jeu de Monopoly qui sera, malheureusement, celle jouxtant les frontières sud de l'Algérie. Ce qui se passe aujourd'hui, au Mali, au Niger, au Soudan, au Tchad, en Libye et au Burkina Faso renforce cette éventualité, qu'il faudra gérer avec une rigueur sans faille. Selon l'analyste politique Oussama Bouchemakh « les Émirats arabes unis ont construit - et exploiteront - un nouvel hôpital de campagne d'un coût de 50 millions de dollars américains au Tchad, ce qui en fait le deuxième hôpital ouvert par les Émirats arabes unis dans la région. L'information, dit Bouchemakh, porte en elle l'habillage d'une action caritative émiratie louable, « mais vous découvrirez bientôt que tout le travail réalisé par les Émirats est enveloppé d'un vernis humanitaire tout en dissimulant des plans répréhensibles ». « Au Tchad, il y a un afflux massif de réfugiés fuyant le conflit au Soudan, un conflit provoqué par les Émirats arabes unis eux-mêmes, qui ont financé et soutenu avec des armes, de l'argent et des mercenaires les Forces de soutien rapide qui commettent des crimes de guerre contre les Soudanais. « De l'autre, l'Arabie Saoudite soutient l'armée soudanaise, ce qui témoigne clairement de la concurrence entre les deux pays, voire de leur nouveau désaccord sur de nombreuses questions ». L'intérêt des Émirats pour l'Afrique de l'Est s'est accru à un moment où le pays tente de développer des relations commerciales et de sécuriser l'accès via le détroit stratégique de Bab al-Mandab dans la mer Rouge. Cet intérêt s'est accru après la conclusion de nombreux accords avec la partie israélienne, notamment avec des accords de coopération et des sociétés commerciales en dehors du territoire des Émirats, tout en dissimulant des projets de pillage des richesses de l'Afrique - les minerais, l'or, notamment -, de même que le contrôle de l'ensemble du Maghreb après la fragmentation du Machrek arabe. Dans la Corne de l'Afrique, DP World, un géant de la logistique basé à Dubaï, a contribué au développement du port de Berbera, dans la région autonome du Somaliland. Sur le plan diplomatique également, les Émirats arabes unis ont soutenu l'accord de janvier dernier, qui accordait à l'Éthiopie l'accès au port de Berbera, malgré la forte opposition égyptienne. L'Éthiopie est devenue un allié important des Émirats arabes unis dans la région, ces derniers fournissant apparemment des drones armés pour aider l'armée éthiopienne dans le conflit dans la région éthiopienne du Tigré. Cette coopération fait ressortir au grand jour, de toute évidence, une question importante liée au plan de « parasitage » de l'Égypte, sur lequel Mohammed ben Zayed travaille pour le compte d'entités tierces, ou en tout cas, en sous-traitance, et cette question cache des aspects liés aux enjeux du Barrage après qu'Al-Sissi ait renoncé aux eaux du Nil avec la bénédiction de Ben Zayed, le fervent partisan de l'Éthiopie. Les Émirats arabes unis ont également conclu un accord de partenariat économique global avec le Kenya en février 2024. En Tanzanie voisine, DP World a remporté fin 2023 un appel d'offres pour moderniser et exploiter une partie du port de Dar es Salaam. Cela représente des liens commerciaux et sécuritaires importants en Afrique de l'Est. Les Émirats arabes unis continueront de développer leurs liens commerciaux et d'investissement en Afrique de l'Est en coopération avec Israël, même s'ils seront confrontés à la concurrence d'influence d'autres puissances étrangères, notamment la Chine et l'Arabie saoudite. « Son activité, affirme Bouchemakh, suscite des critiques au niveau international et pourrait conduire à des attaques contre ses ressortissants ou ses installations. En février, trois militaires émiratis ont été tués en Somalie par le groupe armé Al-Shabab. » Des têtes de pont qui en cachent d'autres, estiment les analystes de la triple région maghreb-saharo-sahélienne.

I. Med Amine

1400 SIGNALEMENTS DE SOUPÇONS DE CORRUPTION ET 14 AFFAIRES TRANSMISES À LA JUSTICE

Grande bataille contre la corruption

Quelque 1 400 «signalements de soupçons de corruption» ont été étudiés au niveau d'une cellule spéciale de la Haute autorité, a également indiqué sa présidente, faisant part de «réserves» en ce qui concerne des dossiers ne constituant pas des cas avérés de corruption.

La présidente de la Haute Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption (HAT-PLC), Salima Mesrati, a révélé, jeudi à Jijel, que «14 dossiers liés à des affaires de corruption ont été transmis aux autorités judiciaires depuis octobre dernier». Dans une déclaration à la presse, en marge d'un séminaire national organisé au pôle universitaire de Tassoust (université Mohamed-Seddik-Benyahia), consacré au «Rôle de la numérisation dans la prévention et la lutte contre la corruption», la même responsable a souligné que d'autres dossiers sont «susceptibles d'être transmis à la justice, pour enquête, après la réunion prévue du Conseil de la Haute Autorité, en session ordinaire, la semaine prochaine». Par ailleurs, Mme Mesrati a fait savoir qu'un «certain nombre d'affaires de corruption, évoquées récemment, ont été traitées par la Haute Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption». Quelque 1 400 «signalements de soupçons de corruption» ont été étudiés au niveau d'une cellule spéciale de la Haute Autorité, a également indiqué sa présidente, faisant part de «réserves» en ce qui concerne des dossiers ne constituant pas des cas avérés de corruption.

S'agissant de l'importance de la numérisation dans la lutte contre la corruption, Mme Mesrati a indiqué que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a donné des «instructions strictes» à l'effet d'accélérer la transformation numérique dans les ministères et le secteur public, ce qui permettra de lutter plus efficacement contre la bureaucratie et la corruption tout en fournissant un service de qualité au citoyen. La Haute Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption s'est engagée très tôt dans cette démarche à travers les différentes plateformes qu'elle a lancées, telles que «Narakoum» et «Balaghana» qui donnent à tous les citoyens la possibilité de dénoncer la corruption, a également indiqué la même responsable, révélant qu'une autre plateforme liée à la déclaration du patrimoine sera lancée dans les «prochaines semaines». Il est à noter que le séminaire national sur «le rôle de la numérisation dans la prévention et la lutte contre la corruption» a été marqué par la participation de professeurs de différentes universités du pays qui ont présenté de nombreuses interventions liées au thème de la ren-

Y.B.



Les plans subversifs du mouvement terroriste "Rachad" et ses liens avec le terrorisme international dévoilés

Un documentaire diffusé par la Télévision algérienne, vendredi soir, a dévoilé les plans subversifs du mouvement terroriste "Rachad" et ses liens directs avec les organisations terroristes internationales et les services de renseignement de pays étrangers hostiles dans le but de déstabiliser l'Algérie et d'y semer le chaos. Intitulé "Rachad...le terrorisme et les masques de l'assassinat de la conscience", le documentaire révèle, preuves et témoignages vivants à l'appui, les principaux objectifs et les sombres desseins pour lesquels ce mouvement terroriste a été créé, en 2007, sur les ruines du parti dissous du Front islamique du salut (FIS), et la voie de la violence et de la clandestinité choisie par ce mouvement, qui prêche la désobéissance civile. Parmi ses principaux fondateurs, on retrouve d'anciens militants du parti dissous comme Abbas Aroua et Mourad Dhina, qui est impliqué, en tant qu'émir de la "serriya des moudjahidine à l'étranger", dans des opérations de trafic d'armes au profit des groupes terroristes, qui activeraient en Algérie à partir de 1993, et dont le nom est lié à plusieurs affaires de soutien logistique aux groupes terroristes. Le documentaire montre les témoignages de membres dissidents de "Rachad" ayant bénéficié des mesures décidées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans le cadre de sa politique de la main tendue, lesquels dissi-

dents ont révélé que les slogans qui ont fortement émergé lors du Hirak populaire en Algérie, en 2019, en faveur de la démocratie et de la légitimité, cachaient en fait de sombres desseins malveillants d'un groupe de mercenaires à la tête du mouvement. "Ces mercenaires cherchaient à accéder à des postes et à la richesse en se vengeant de l'Etat algérien". Pour ce faire, ils récoltaient des fonds en répandant leurs faux slogans visant à diviser les Algériens, à attiser la haine entre eux et à démembrer le pays", a dit le dissident du mouvement Seddik Daadi, qui était le garde du corps des anciens chefs du parti dissous Abassi Madani et Ali Belhadj. Le dissident Abdelrezak Sakhri a, quant à lui, expliqué que les dirigeants du mouvement "se targuent de nationalisme et de pacifisme, alors qu'en réalité ils incitent à la violence, travestissent les faits et diffusent des informations fallacieuses", citant le cas du terroriste Larbi Zitout qui a, a-t-il dit, incité ses sympathisants à infiltrer le Hirak populaire pour y scander des slogans hostiles aux institutions de l'Etat, à leur tête l'Armée natio-

nale populaire (ANP), créer des foyers de violence et brûler des drapeaux étrangers pour faire le buzz médiatique et appeler à une intervention étrangère. Mais les plans du mouvement se sont heurtés à la conscience du peuple algérien, a-t-il relevé. Selon le témoignage du dissident Yahia Makhrouba, le terroriste Larbi Zitout "a des liens avec des organisations terroristes internationales et des services de renseignement de pays hostiles à l'Algérie". La plupart des informations qu'il évoque dans ses vidéos proviennent du programme d'espionnage sioniste "Pegasus", et "il continue de diffuser, à partir du quartier londonien huppé où il réside, des informations fallacieuses et montées de toutes pièces sur l'Algérie", a-t-il dit. Le mouvement terroriste utilise plusieurs pages sur les réseaux sociaux et son bras médiatique, la chaîne "Al Magharibia", pour distiller son poison, semer la fitna et la discorde et rallier de nouveaux sympathisants qu'il enrôle dans ses plans subversifs en exploitant leur situation sociale. Selon Habib Achi, ancien juge d'instruction ayant traité avec les membres du

mouvement "Rachad", rentré au pays récemment, "le mouvement tente d'appâter et de dévoyer les jeunes pour servir ses mauvais desseins". Il a expliqué comment après avoir échangé avec ses membres, il a compris qu'ils "s'opposent à l'Etat algérien et non au pouvoir en place". Le mouvement a tenté d'établir des contacts avec le mouvement terroriste "MAK" en raison de la convergence de leurs objectifs subversifs malgré des principes divergents, a-t-il affirmé. Le documentaire a, par ailleurs, révélé les multiples sources de financement sur lesquelles le mouvement s'appuie pour exécuter ses plans. Il s'agit principalement de fonds reçus directement de pays hostiles à l'Algérie, comme le régime du Makhzen, ainsi que des revenus des réseaux sociaux et des transferts via PayPal. Le documentaire est revenu sur l'escroquerie et le vol dont ont été victimes des membres de la communauté algérienne à l'étranger, tombés dans le piège de "Rachad". Les dons auxquels appelait le mouvement, en prétendant qu'ils étaient destinés à soutenir ce qu'il appelait les "détenus d'opinion", ont été détournés au

profit des dirigeants du mouvement, dont Larbi Zitout, qui possède plusieurs biens immobiliers et locaux commerciaux en Grande-Bretagne, et Amir Boukhors (DZ), qui possède plusieurs biens immobiliers à Paris (France). Le documentaire montre que grâce à la conscience du peuple algérien, à sa cohésion avec son armée et à sa confiance dans les institutions de l'Etat, les plans des traîtres et des mercenaires ont été déjoués, et que grâce à la politique de la main tendue lancée par l'Etat algérien, ceux qui étaient dévoyés sont revenus dans le droit chemin, après avoir pris conscience de leur erreur et compris que leur avenir se trouvait dans le giron de leur patrie et non auprès des ambassades étrangères. Dans le documentaire, les dissidents du mouvement terroriste "Rachad" ont lancé un appel aux Algériens qui ont été dévoyés à retourner dans leur pays, assurant que les instructions du président de la République, dans le cadre de la main tendue "se sont concrétisées sur le terrain, l'Algérie accueillant ses enfants dévoyés qui n'ont pas de sang sur les mains". APS

Criminalité : saisie de 82 faux billets en monnaies étrangères à Tissemsilt

Le service de wilaya de la police judiciaire de Tissemsilt a opéré à la saisie de 82 faux billets en monnaies étrangères, sous formes de billets de 100 dollars US, a-t-on appris, samedi, de la direction de la Sûreté de wilaya.

La cellule de communication de ce service a souligné que cette affaire, qui a été traitée suite à l'exploitation d'informations selon lesquelles un individu était en possession de faux billets en devises, le suspect a

été identifié et un plan a été mis au point pour son arrestation. L'enquête a également permis d'identifier deux autres éléments du réseau, qui ont été arrêtés, ainsi que le fournisseur des faux billets. Après l'accom-

plissement des procédures légales, une procédure judiciaire a été engagée contre les suspects, qui ont été présentés devant le procureur de la République auprès du tribunal de Tissemsilt. R.N.

HAUSSE DU TRAFIC DE DROGUE AU SAHEL

L'ONU DC épingle la monarchie marocaine

L'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONU DC) vient de révéler que le trafic de drogue au Sahel connaît une forte hausse, tout en précisant que la résine de cannabis, une des trois drogues les plus répandues dans la région, provient du Maroc où une augmentation de la production a été signalée.

Dans un rapport intitulé "Trafic de drogue au Sahel : Evaluation de la menace de la criminalité transnationale organisée", publié avant-hier vendredi, l'organisme onusien souligne qu'un nombre croissant de saisies record de cocaïne impliquant des pays du Sahel ont fourni la preuve d'un trafic à grande échelle à travers la région.

"D'une moyenne de 13 kg par an sur la période 2015-2020, la quantité de cocaïne saisie au Sahel est passée à 41 kg en 2021 et 1 466 kg en 2022, l'essentiel étant signalé par le Burkina, le Mali et le Niger", note le rapport de l'ONU DC.

Selon ce même rapport, la cocaïne, la résine de cannabis et les opioïdes pharmaceutiques sont les drogues les plus trafiquées au Sahel, même si en termes de quantité, l'herbe de cannabis est le psychotrope le plus couramment saisi dans la région.

Les données des pays du Sahel montrent que "la résine de cannabis trafiquée dans la région provient généralement du Maroc où une augmentation de la production a été signalée, atteignant environ 901 tonnes en 2022", précise le rapport, relevant que cette drogue est "généralement destinée aux pays d'Europe occidentale et du Nord".

"Au-delà de la route directe entre l'Espagne et le Maroc, la résine de cannabis est surtout acheminée par voie terrestre du Maroc vers la Mauritanie, le Mali, le Burkina, le Niger et le Tchad", fait savoir l'ONU DC qui révèle l'existence d'une autre "voie maritime alternative allant du Maroc aux portes du golfe de Guinée". "La reconfiguration des routes du trafic de résine de cannabis en Afrique de l'Ouest est susceptible d'avoir un effet sur les réseaux de distribution de drogue opérant entre l'Afrique du Nord, le golfe de Guinée et le Sahel", souligne l'ONU DC dans son rapport.

Il suggère, à ce titre, que "les trafiquants de drogue marocains deviendront probablement moins dépendants des groupes criminels organisés maliens, tandis que les trafiquants du golfe de Guinée seront probablement de plus en plus exposés à la résine de cannabis. Ce qui leur permettra de diversifier leur



commerce et les marchés auxquels ils ont accès".

"Les récentes saisies, arrestations et détentions dans les pays de l'espace ont mis en lumière la manière dont le trafic de drogue est facilité par un large éventail d'individus, tels que des hommes

politiques, des membres des forces de défense et de sécurité, et du pouvoir judiciaire, notamment lorsqu'ils contournent les contrôles et évitent les arrestations et les procédures judiciaires", déplore l'ONU DC.

R.S.

AVEC LA PARTICIPATION D'UNE QUINZAINE D'EXPOSANTS

Le premier Salon dentaire se tiendra du 25 au 27 avril au Centre des conventions d'Oran

La première édition du Salon dentaire MDEX se tiendra du 25 au 27 avril en cours au Centre des conventions d'Oran (CCO), avec la participation d'une quinzaine d'exposants, selon ses organisateurs. Organisé par l'agence "Insolite Pro", ce salon s'adresse aux professionnels du monde dentaire, les dentistes, les prothésistes et les étudiants en chirurgie dentaire, a indiqué le gérant de cette même agence, Chouaib Azzi. Des importateurs et des fabricants d'équipements dentaires et de produits consommables utilisés par les dentistes et les prothésistes, ainsi que des banques, participeront à cette première édition du salon, dirait-il. Plusieurs clubs scienti-



fiques, comme le club Avicenne de la faculté de médecine d'Oran et le club Sylvius de l'université de Sidi Bel-Abbès

prendront également part à l'évènement, avec des animations scientifiques, a-t-il expliqué. Un programme de

conférences et d'ateliers est, en outre, prévu en marge de cette manifestation, en partenariat avec les universités d'Oran, Sétif et de Sidi Bel Abbès, a déclaré M. Azzi, ajoutant que 22 conférences et 14 ateliers animés par des experts du pays et de l'étranger sont au programme. "Les connexions prothétiques : piliers des dents naturelles", "les clés de la productivité : l'organisation moderne au service de la rentabilité", "les maladies générales et leurs répercussions sur la cavité buccale", "la stérilisation à l'autoclave", "la greffe gingivale libre : avancées et applications actuelles en chirurgie", entre autres, sont autant de thématiques qui seront abordées. R.S.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

Sept morts et 458 blessés sur les routes en 48 heures

Sept (7) personnes ont trouvé la mort et 458 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation enregistrés au cours de ces dernières 48 heures à travers le pays, a annoncé hier un communiqué de la Protection civile.

Les services de la Protection civile sont intervenus durant la même période, pour prodiguer les soins de première urgence à 2 personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant d'un chauffe eau à l'intérieur d'un domicile à Oued El-Bard, dans la wilaya de Sétif, alors qu'une personne est décédée par asphyxie causée par le gaz émanant d'une bonbonne de gaz butane, à Ain El-Remana, dans la wilaya de Blida, note la même source. R.N.

DOUANES ALGÉRIENNES

837 000 CAPSULES PSYCHOTROPES SAISIS À BORDJ BOU-ARRÉRIDJ

Les services des Douanes de Bordj Bou-Arréridj ont saisi 837 000 capsules psychotropes de type "Prégabaline 300mg", a indiqué un communiqué de la Direction générale des Douanes (DGD). "Dans le cadre de l'activité intense et continue des brigades opérationnelles de lutte contre le trafic et la contrebande, notamment le trafic et la vente de drogue et de psychotropes, les élé-

ments de la brigade mobile des Douanes relevant des services de l'Inspection divisionnaire des Douanes de Bordj Bou Arreridj, sur le territoire de compétence de la Direction régionale des Douanes de Sétif, ont déjoué une importante opération de contrebande qui s'est soldée par la saisie de quantités considérables de psychotropes estimées à 837.000 capsules de type Prégabaline

300mg", précise le communiqué. La quantité saisie "était soigneusement dissimulée dans un tracteur avec remorque sous une cargaison de sable pour échapper au contrôle douanier", ajoute la même source, précisant que "le véhicule utilisé pour la contrebande a également été saisi". Suite à quoi, les instances judiciaires compétentes ont

été saisies de cette affaire. Cette opération "atteste de la vigilance et de la disponibilité des éléments des Douanes algériennes, ainsi que de leur mobilisation totale pour l'accomplissement de leurs missions en matière de lutte contre le trafic et la contrebande ainsi que pour la protection de l'intégrité et de la sécurité du citoyen", note le communiqué. R.N.

DANS LE CADRE DE SON PROJET "INNOVATIONS VERTES"

LES SMA ORGANISENT UNE RENCONTRE SUR LE DÉVELOPPEMENT ENVIRONNEMENTAL

Les Scouts musulmans algériens (SMA) organisent, du 18 au 20 avril, une rencontre sur le développement environnemental, et ce, dans le cadre du projet "Innovations Vertes" lancé par cette organisation.

Les activités de cette rencontre ont débuté, jeudi dernier, au centre international des Scouts "Chahid Mohamed Bouras" à Sidi Fredj (Alger), a indiqué vendredi un communiqué de l'organisation, précisant que des ateliers seront organisés sur les Objectifs de développement durable (ODD) ainsi que la conception de projets liés aux innovations vertes.

Lancé par les SMA, le projet "Innovations Vertes" est financé dans le cadre "des subventions des projets accordées par l'Organisation mondiale du mouvement scout", ajoute la même source.

L'ouverture des activités de cette rencontre qui connaît la présence de 80 participants de 34 wilayas, a été présidée par le responsable de la solidarité et du secours des SMA, Ahmed Ramdani, et la responsable de la planification, du développement et de la prospective, Nour El-Houda Mahmoudi, conclut le communiqué.

R.N.

SELON LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

LA GUERRE À GHAZA PLOMBERA LA CROISSANCE AU MOYEN-ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD

Le Fonds monétaire international (FMI) a publié jeudi dernier son rapport « Mises à jour des perspectives économiques régionales au Moyen-Orient et en Asie centrale », dans lequel il estime que « la guerre à Gaza reste l'un des risques les plus importants d'évolution négative pour le Moyen-Orient et la région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique du Nord, y compris les risques d'une nouvelle escalade ou de la poursuite du conflit pendant une longue période », expliquant que « les conséquences du conflit ne se limitent pas seulement au coût humain et social permanent, mais s'étendent également au fait d'infliger de grandes et des pertes de production persistantes, avec la possibilité que les répercussions s'étendent à d'autres pays.

Sur cette base, le FMI a réduit ses attentes de croissance économique dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, au cours de l'année en cours, à 2,7 %, contre 2,9 % dans ses estimations précédentes publiées début 2024, mais malgré ces pressions qui affectent les attentes de croissance dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, le Fonds estime qu'il existe des évolutions positives liées à la solidité de l'économie mondiale et à l'atteinte de taux de croissance supérieurs aux attentes et à une diminution des pressions inflationnistes, qui aura un impact positif sur les économies de la région.

Selon ledit rapport, le Fonds a également réduit ses attentes de croissance l'année dernière à 1,9 %, contre 2 % dans ses précédentes estimations publiées en janvier dernier, tout en maintenant ses attentes pour 2025 au niveau de 4,2 %.

Cela est dû au fait que la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord est confrontée à une série continue de défis, car le conflit à Gaza et en Israël a causé de grandes souffrances humaines », ajoutant que « les interruptions du mouvement maritime à travers la mer Rouge et la réduction de la production pétrolière a exacerbé les vulnérabilités résultant de niveaux d'endettement élevés et de coûts d'emprunt élevés.

Pour l'année prochaine, le Fonds s'attend à ce que la croissance atteigne 4,2 % au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, l'impact de ces facteurs temporaires devant s'atténuer progressivement.

Il a ajouté : « Il semble que les cycles de resserrement des politiques monétaires aient pris fin dans la plupart des pays étant donné que l'inflation est proche de sa moyenne historique dans de nombreuses économies de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, l'inflation dans un tiers des économies atteignant un niveau proche de la moyenne, voire en dessous de la moyenne.

Le rapport du FMI indique que « la reprise des baisses de taux d'intérêt plus rapidement que prévu dans les principales économies avancées pourrait contribuer à réduire les pressions sur les finances publiques et à améliorer la dynamique de la dette ».

N.S.

PAYS À FAIBLES REVENUS

Le gouverneur de la Banque d'Algérie plaide pour l'allègement de leur dette à Washington

Le Gouverneur de la Banque d'Algérie, Salah-Eddine Taleb, a plaidé, à l'occasion de la 49^e réunion du Comité monétaire et financier international tenue les 18 et 19 avril en cours à Washington, en marge des réunions de printemps du FMI et la BM pour le soutien des pays à faibles revenus et l'allègement de leur dette.

Présidant la circonscription de pays (l'Algérie, le Ghana, la République islamique d'Iran, la Libye, le Maroc, le Pakistan et la Tunisie), Salah-Eddine Taleb a estimé que la croissance des pays à faibles revenus, dont la plupart disposent de peu ou pas de marge de manœuvre pour les politiques économiques, est entravée par l'augmentation des paiements d'intérêts - qui ont doublé au cours des 15 dernières années - ainsi que la diminution du soutien financier extérieur, selon un communiqué du ministère des Finances.

"L'augmentation progressive attendue de la croissance dans les LICs dépendra de la suppression de tous les obstacles à l'investissement et à la croissance et de l'obtention d'un financement adéquat aux conditions les plus concessionnelles", dit-il, estimant que les aides leur permettront d'atteindre leurs objectifs de développement, promouvoir l'inclusion et éradiquer la pauvreté.

Quant à la conjoncture de l'économie mondiale, le Gouverneur de la Banque d'Algérie, a estimé que les risques



pesant sur les perspectives mondiales sont désormais plus équilibrés qu'il y a six mois.

Il a relevé que les conditions financières mondiales tendues persistantes, la faible productivité et les chocs climatiques, outre les tensions géopolitiques, continuent de peser sur les perspectives de croissance à moyen terme, en particulier dans les marchés émergents et en développement, ce qui entrave, selon lui, leur accès à des niveaux

de revenus plus élevés.

Le gouverneur de la BA, il a mis en avant la dynamique du marché énergétique et son impact positif sur les pays exportateurs.

"La vigueur récente des marchés internationaux du pétrole et du gaz a offert une opportunité aux exportateurs d'énergie de notre région de renforcer leurs efforts à long terme visant à accroître l'épargne publique et à diversifier leurs économies", a-t-il fait valoir. Le Gouverneur de

la Banque d'Algérie a salué, par ailleurs, les efforts déployés par le FMI pour adapter sa boîte à outils de prêts à l'évolution des circonstances et des défis.

Il a exprimé en outre le soutien des pays qu'il représente aux travaux en cours du FMI sur le climat, la numérisation, l'égalité des sexes et la stabilité macro-financière ainsi que ses "efforts" visant à assurer la viabilité à long terme du Fonds pour la réduction de la pauvreté et la croissance et à réviser la politique de fixation des charges financières par le Fonds.

Dans son allocution, Taleb a également alerté sur la crise humanitaire et économique en cours provoquée par l'agression sioniste contre Gaza. L'agression contre Gaza a "élargi les divisions géopolitiques et géoéconomiques qui existaient déjà" en raison d'autres guerres et conflits créant des obstacles à la facilitation du commerce, à la migration et aux flux de capitaux mondiaux", a-t-il regretté, affirmant qu'"une paix durable est essentielle à la stabilité et à la prospérité mondiales".

N.S.

ADHÉSION DE L'ALGÉRIE À LA NOUVELLE BANQUE DE DÉVELOPPEMENT

Les procédures juridiques sont dans leur «phase de finalisation»

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, s'est entretenu à Washington (Etats-Unis), avec la Présidente de la Nouvelle Banque de Développement (NBD), Mme Dilma Vana Rousseff, avec laquelle il a évoqué l'évolution du processus d'adhésion de l'Algérie à cette institution financière internationale, selon un communiqué du ministère. La rencontre s'est tenue en marge de la participation de M. Faïd aux travaux des réunions de prin-

temps du Groupe de la Banque Mondiale (BM) et du Fonds Monétaire International (FMI), qui se tiennent actuellement à Washington, précise ledit communiqué. Les discussions ont porté notamment sur "l'évolution du processus d'adhésion de notre pays à cette institution financière internationale", ajoute le ministère.

Dans ce registre, Mme D. Rousseff a précisé que "ce processus suit son cours

selon le calendrier arrêté et que les procédures juridiques et institutionnelles pour une telle adhésion sont dans leur ultime phase de finalisation".

Les deux parties ont, par ailleurs, abordé "les possibilités de coopération future avec notre pays dans le financement des projets de développement stratégiques et structurants pour l'économie algérienne".

N. S.

1 200 CADRES SUPERVISEURS ET 6 000 AGENTS RECENSEURS ONT ÉTÉ FORMÉS POUR L'OPÉRATION

Le ministère du Commerce veut booster l'exportation d'appareils électroménagers algériens

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a présidé, en fin de semaine, une réunion pour examiner les moyens de renforcer l'exportation des appareils électroménagers algériens, en assurant le service après-vente, selon un communiqué du ministère. Cette rencontre qui vient en application des instructions du Premier ministre, a été consacrée à "l'examen des moyens de renforcer l'exportation des appareils électroménagers algériens, notamment dans les

grands centres commerciaux, en assurant le service après-vente", note le communiqué. Ont pris part à cette réunion, des représentants du ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, accompagné de chefs d'entreprises activant dans le domaine de l'industrie de l'électroménager, des représentants de la Banque d'Algérie (BA) et de la Direction générale des douanes (DGD) ainsi que le prési-

dent de l'Association nationale des exportateurs algériens (ANEXAL), Tarek Boulmerka, selon la même source.

Les défis que doivent relever les exportateurs ont également été débattus pour renforcer l'exportation des appareils électroménagers algériens notamment suite à "la grande demande enregistrée par plusieurs marques algériennes dans de nombreux marchés internationaux, par rapport à la qualité de leurs produits et leur conformité aux normes", note le communiqué.

R.E.

BATNA/FORMATION PROFESSIONNELLE :

Lancement prochain d'applications et de plateformes numériques

Parmi les applications qui sont opérationnelles dans le cadre de la numérisation du secteur figure la délivrance du diplôme numérique avec signature électronique. Une plateforme concernera les demandes de formation. Ces applications et plateformes sont le fruit des travaux des enseignants et des stagiaires.

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine Merabi, a affirmé, jeudi à Batna que des préparatifs étaient "en cours" en vue du lancement d'applications et de plateformes numériques liées à la pédagogie et au partenariat avec le secteur, rapporte l'APS. L'application "Ouroudh" (offres) et les plateformes "Enseignement de l'anglais", "Douroussi" (mes cours) et "Charaka" (partenariat) font partie des moyens numériques devant être lancés, a souligné le ministre qui présidait le coup d'envoi d'une "journée ouverte" au profit de la société civile sur les spécialisations du secteur de la formation professionnelle, organisée au siège de la wilaya de Batna. Les travaux de cette journée, marquée par la présence d'élus locaux, de représentants de la société civile, d'associations et de cadres du secteur, ont été transmis par visioconférence aux différentes directions de wilaya de la formation et de l'enseignement professionnels à travers le pays. M. Merabi a ajouté que ces applications et plateformes sont le fruit du travail des enseignants, des stagiaires et des professionnels spécialisés du secteur, le processus s'inscrivant dans le cadre des efforts de son département visant à concrétiser la transformation numérique en application des directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. La numérisation est présentée comme l'un des domaines vitaux pour améliorer la flexibilité, la rapidité et l'efficacité de la gestion des services publics, notamment en ce qui concerne la gouvernance du secteur économique à travers l'utilisation des différentes technologies de l'information et de la communication. Selon le ministre, la plateforme numérique "Tassyr" constitue l'un des principaux moyens développés par le secteur, dans le cadre d'une stratégie envisagée pour le court terme, et



qui confèrera davantage de flexibilité et de transparence aux différentes entreprises et activités. M. Merabi a également noté que ce moyen numérique a été utilisé lors de la journée ouverte de Batna pour présenter les différentes spécialités enseignées dans les établissements du secteur. Il a également souligné que son secteur s'emploie à passer au stade de la numérisation des services internes en digitalisant les services destinés aux demandeurs de formation, aux fonctionnaires du secteur et aux partenaires à travers le développement de logiciels numériques adaptés à chaque service, y compris la plateforme "Mihnati" destinée aux demandeurs de formation dans les différentes spécialisations. Après avoir valorisé les réalisations du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels dans le domaine de la numérisation, fondées sur les connaissances et l'expérience acquise par les

enseignants, les stagiaires et les apprentis, le ministre a rappelé la remise d'un diplôme numérique, avec signature électronique, pour la première fois dans l'histoire du secteur, considérant qu'il s'agit-là d'un "saut qualitatif" dans la voie de la numérisation du secteur. M. Merabi, qui s'est enquis des préoccupations des représentants de la société civile et des élus locaux, a insisté sur les "importants efforts" déployés pour intégrer les stagiaires et les apprentis au sein du secteur économique, et les encourager à créer des micro-entreprises à la faveur de l'appui dont ils bénéficient sur l'ensemble du territoire national. Il a aussi rappelé que le secteur dont il a la charge compte 1.300 établissements publics de formation, dotés de 8.403 équipements ultramodernes, et de 900 établissements de statut privé. En marge de cette journée, consacrée également aux spécialités dispensées par le

secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, des conventions de coopération et de partenariat ont été signées entre la direction locale du secteur et les directions de la santé, de l'industrie et de l'agriculture, en plus de la Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA) et la Société Aurésienne de filature et de couvertures (Safilco) d'Ain Djafer. Le ministre, qui était accompagné du wali de Batna, Mohamed Benmalek, et du wali délégué de Barika, Saïd Bou Eddehab, a ensuite inspecté la Société algérienne des tissus industriels, dans la zone industrielle de Batna, ainsi que l'Institut national spécialisé de formation professionnelle d'Oued Chaâba, avant de visiter certains établissements relevant de son secteur dans la wilaya déléguée de Barika où il a également inauguré un institut spécialisé de formation professionnelle.

R.R.

ORAN : 26^E ÉDITION DU SALON INTERNATIONAL DE LA SANTÉ

Plus de 200 exposants enregistrés

Plus de 200 exposants prendront part à la 26^{ème} édition du Salon international de la santé (SIMEM), qui se tiendra au Centre des conventions d'Oran, du 17 au 20 avril en cours, ont indiqué, dimanche, les organisateurs de l'évènement dans une conférence de presse. Cette édition, organisée sous le thème "la santé à l'ère de la technologie", verra la participation de 209 exposants, dont 25 entreprises étrangères, représentant 692 firmes originaires de 40 pays, a souligné Yasmine Chaouche, Général manager, organisatrice du Salon.

Ce salon réunira, comme de coutume, des exposants d'appareils et dispositifs médicaux, d'équipements et de produits de laboratoire, de mobilier hospitalier, d'imagerie médicale, d'hygiène hospitalière, d'instrumentation, des consommables et des produits pharmaceutiques, entre autres. Il s'agit d'un évènement qui se veut un espace privilégié pour la découverte des dernières tendances en matière d'équipements, des produits et des services dans le domaine médical, d'échange des idées et une opportunité pour tisser

des partenariats stratégiques, a-t-on souligné. Les journées scientifiques du SIMEM, organisées en marge de l'exposition, prévoient un riche programme de conférences (80 conférences) et d'ateliers (25 ateliers), co-organisées avec des institutions spécialisées et des sociétés savantes, comme le collège de chirurgie vasculaire d'Oran (CCVO), la société Algérienne d'endocrinologie et métabolisme (SEAM), l'association nationale de gynécologues-obst libéraux (ANGOL), entre autres.

APS

MILA : CENTRE UNIVERSITAIRE ABDELHAFID-BOUSSOUF

DON DES OUVRAGES DE LA BIBLIOTHÈQUE DU DÉFUNT D^R MOHAMED-SALAH MERMOUL

La famille du professeur d'histoire Mohamed-Salah Mermoul (1930-2023), a remis mardi les ouvrages de la bibliothèque privée du défunt à la direction de la bibliothèque du Centre universitaire Abdelhafid-Boussouf de Mila pour les mettre à la disposition des étudiants et des chercheurs. La bibliothèque du regretté, Mohamed-Salah Mermoul comprend plus de 1.400 ouvrages dans les disciplines de l'histoire, de la littérature, de la géographie, du droit, de la Charia islamique, de l'économie, des sciences politiques, de la psychologie et de la sociologie, en plus d'un grand nombre de revues, de périodiques et de correspondances. Mohamed-Salah Mermoul, né dans la commune d'Elayadi Barbes (Mila), avait étudié à l'Institut du Cheikh Abdelhamid Benbadis, à Constantine, puis à l'université Zitouna, en Tunisie. Il avait lutté, durant la Révolution, en travaillant, notamment, au recrutement d'étudiants au profit de la lutte pour l'indépendance, tout en étudiant l'histoire à l'université de Constantine, avant de devenir membre de l'Union des historiens arabes, à Bagdad (Irak) et de l'Union des historiens algériens. Ses ouvrages ont été remis à la bibliothèque du Centre universitaire de Mila "conformément à ses dernières volontés", a affirmé son fils, Chihab, qui a déclaré que les membres de la famille "se réjouissent de voir la propre bibliothèque du défunt conservée à Mila, ville où il est né et a vécu une partie de son enfance". De son côté, le directeur du Centre universitaire de Mila, Amirouche Bouchelaghem, soulignant que le Dr Mohamed-Salah Mermoul était "l'une des figures scientifiques les plus illustres dans le domaine de l'histoire", a affirmé que les ouvrages confiés à la bibliothèque du Centre universitaire "constituent une importante plus-value" pour l'établissement qu'il dirige. APS

OUARGLA : TOUTES LES STRUCTURES SONT PRÊTES POUR LA RÉUSSITE DE LA SAISON DU HADJ

Toutes les structures d'accueil aéroportuaires sont prêtes pour assurer la réussite de la saison du Hadj-2024, a souligné, mardi à Ouargla, le ministre des Transports, Mohamed EL-Habib Zahana. "Toutes les structures aéroportuaires à travers le territoire national sont prêtes pour la réussite de la saison du Hadj-2024 et les conditions sont réunies pour le confort des futurs hadjis", a assuré M. Zahana en marge d'une visite de travail dans la wilaya. Le ministre a, lors de l'inspection de l'aéroport d'Ouargla -Ain El-Beida, donné des instructions aux responsables du secteur et organismes concernés en vue de conférer tout le succès voulu à la saison du hadj à la faveur de la mobilisation de tous les moyens humains et matériels au niveau des structures aéroportuaires au niveau local et national. Auparavant la délégation ministérielle a suivi un exposé sur les travaux d'extension de l'aérogare au niveau de cette infrastructure vaste de 1.000 m², les activités et le programme d'investissement visant la réalisation d'une aérogare de type "A" et d'un centre de la sûreté des aéroports dans la commune de Hassi-Messaoud.

APS

LE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE DURABLE

Assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle sous ses quatre aspects : disponibilités, accès, utilisation et stabilité, c'est l'objectif phare du cadre stratégique 2022-2031 de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Le Cadre stratégique 2022-2031 de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) définit la vision de l'Organisation en faveur d'un monde durable et de la sécurité alimentaire pour tous dans le contexte du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Depuis 2010, toutes les activités menées par la FAO reposent sur un cadre stratégique établi pour une période de 10 à 15 ans et révisé tous les quatre ans. Il a été élaboré dans des conditions marquées par des défis mondiaux et régionaux majeurs dans les domaines qui relèvent du mandat de la FAO, parmi lesquels la pandémie de covid 19, suivant un processus inclusif et transparent de consultations internes et externes approfondies, de réunions des organes directeurs et de consultations informelles. Il a été approuvé le 18 juin 2021, à la quarante-deuxième session de la Conférence de la FAO. Ce Cadre a pour ambition d'appuyer la réalisation du Programme 2030 par une transformation des systèmes agroalimentaires destinée à les rendre plus efficaces, plus inclusifs, plus résilients et plus durables en vue d'améliorer la production, la nutrition, l'environnement et les conditions de vie, sans laisser personne de côté. Établir des modes de consommation et de production durables grâce à des filières d'approvisionnement efficaces et inclusives dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture aux niveaux local, régional et mondial, en veillant à la résilience et à la durabilité des systèmes agroalimentaires dans le contexte du changement climatique et environnemental. Parmi les domaines prioritaires du Programme: innovation pour une production agricole durable; transformation bleue; approche «Une seule santé»; accès équitable aux ressources pour les petits producteurs et agriculture numérique.

Il s'agit d'éliminer la faim, concrétiser la sécurité alimentaire et améliorer la nutrition sous toutes ses formes, notamment en promouvant des aliments nutritifs et en accroissant l'accès à des régimes alimentaires sains. Les domaines prioritaires du Programme sont: alimentation saine pour tous; nutrition au bénéfice des plus vulnérables; aliments sains pour tous; réduction des pertes et du gaspillage alimentaires; transparence des marchés et des échanges commerciaux, protéger et restaurer les écosystèmes terrestres et marins, promouvoir leur utilisation durable et lutter contre le changement climatique (réduction, réutilisation, recyclage et gestion des résidus) grâce à des systèmes agroalimentaires plus efficaces, plus inclusifs, plus résilients et plus durables.

Il est question d'assurer des systèmes agroalimentaires contribuant à atténuer le changement climatique et adaptés à ses effets; une bioéconomie au service d'une alimentation et d'une agriculture durables; une biodiversité et services écosystémiques à l'appui de l'alimen-

tation et de l'agriculture et mettre en place de systèmes alimentaires urbains durables. De même, promouvoir une croissance économique inclusive en réduisant les inégalités (entre zones urbaines et zones rurales, pays riches et pays pauvres, hommes et femmes).

AMÉLIORATION EN MATIÈRE DE PRODUCTION, DE NUTRITION ET D'ENVIRONNEMENT

Les domaines d'intervention concernent: égalité femmes-hommes, autonomisation des femmes rurales; transformation rurale inclusive; situations d'urgence agricoles et alimentaires; systèmes agroalimentaires résilients; Initiative Main dans la main; accroissement des investissements. Ce qui reflète les dimensions économiques, sociales et environnementales interdépendantes des systèmes agroalimentaires et encouragent l'adoption d'une approche stratégique et systémique dans toutes les interventions de la FAO.

Le Cadre stratégique 2022-2031 de la FAO fait aussi une grande place au changement de modèle de travail qui doit s'opérer à la FAO. Le modèle d'activité redynamisé et adapté aux objectifs poursuivis doit rendre l'Organisation inclusive et agile, transparente, ouverte, novatrice, responsable, efficace et influente afin que la transformation qui s'impose puisse se produire.

L'Initiative Main dans la main appuie la mise en œuvre de programmes ambitieux menés à l'échelle nationale aux fins d'accélérer la transformation des systèmes agroalimentaires en éradiquant la pauvreté (ODD1), en éliminant la faim et la malnutrition (ODD2), et en réduisant les inégalités (ODD10). Elle fait appel à des modélisations géospatiales et à des techniques analytiques avancées, et cherche à conclure des partenariats solides dans la perspective d'une accélération de la transformation des systèmes agroalimentaires fondée sur les marchés, ce qui permettra d'augmenter les revenus, d'améliorer l'état nutritionnel et le bien-être des populations pauvres et vulnérables, et de renforcer la résilience face au changement climatique.

L'Initiative vise en priorité les pays et territoires enregistrant les plus hauts niveaux de pauvreté et de faim, dont les capacités nationales sont limitées, ou qui connaissent de très grandes difficultés d'ordre opérationnel en raison de crises d'origine naturelle ou humaine. Les domaines d'intervention couvrent le développement de chaînes de valeur pour les produits de base prioritaires, la création d'industries agroalimentaires et de systèmes efficaces de gestion de l'eau, la mise en place de services numériques et le développement de l'agriculture de précision, la réduction des pertes et du gaspillage alimentaires, la résolution des défis posés par le changement climatique et la gestion des risques météorologiques.

L'Initiative Main dans la main est une initiative phare de la FAO lancée en 2019 et constitue l'un des principaux domaines de programme

prioritaires de l'Organisation.

L'Initiative vise en priorité les pays et territoires enregistrant les plus hauts niveaux de pauvreté et de faim, dont les capacités nationales sont limitées, ou qui connaissent de très grandes difficultés d'ordre opérationnel en raison de crises d'origine naturelle ou humaine. Elle a pour ambition d'éradiquer la pauvreté (ODD1), d'éliminer la faim et la malnutrition (ODD2), et de réduire les inégalités (ODD10) en accélérant la transformation des systèmes agroalimentaires basée sur les marchés, afin d'accroître les revenus, améliorer la nutrition, autonomiser les populations pauvres et vulnérables, et renforcer la résilience face au changement climatique.

L'Initiative utilise des données géospatiales, biophysiques et socio-économiques, ainsi que des techniques d'analyse avancées, pour recenser les territoires où la transformation agricole et la gestion durable des forêts et des pêches sont les plus à même d'atténuer la pauvreté et la faim. Des analystes des SIG, des économistes, des agronomes, et d'autres spécialistes se chargent d'apporter à l'Initiative des techniques d'analyse, des modèles et des mécanismes. De nombreux partenariats avec des instituts de recherche de premier plan du monde entier viennent également enrichir le contenu informationnel et analytique de ces outils. L'intégration d'outils techniques permet d'orienter les décisions politiques et contribue au développement des capacités des pays.

UNE APPROCHE CENTRÉE SUR LA PLANIFICATION DES INVESTISSEMENTS

Un des plus grands défis que le Programme 2030 doit relever est de promouvoir simultanément les trois piliers (économique, social et environnemental) du développement durable. L'Initiative s'appuie sur les outils techniques les plus avancés pour fournir des analyses intégrées qui mettent en évidence les principales interactions et synergies, ainsi que les arbitrages nécessaires, entre les mesures adoptées pour accélérer la croissance économique, garantir l'inclusion sociale et favoriser une utilisation durable de la biodiversité et des ressources naturelles.

L'Initiative adopte une approche intégrative et holistique aux fins de soutenir les investissements et les interventions dans les territoires ciblés. Les pouvoirs publics nationaux et locaux, les spécialistes, et les acteurs des chaînes de valeur échangent leurs vues et désignent ensemble, sur la base d'évaluations techniques, les territoires ou les projets en cours susceptibles de pouvoir s'adapter à l'approche de l'Initiative Main dans la main. Ces concertations aboutissent à la conclusion d'un accord sur un plan d'investissement.

L'Initiative encourage les actions menées par les pouvoirs publics destinées à mobiliser des donateurs et des partenaires de développement pour soutenir l'Initiative et mettre en œuvre des stratégies agricoles et des plans d'investissement nationaux. C'est dans cette optique que la FAO a mis au point une approche de «appariement», qui rassemble les autorités nationales et locales, les donateurs, les institutions financières internationales, les entreprises privées, les organisations de producteurs, les organisations de la société civile, et les instituts de recherche. Les partenaires sont sollicités pour leur aptitude à fournir des moyens essentiels (technologies, données et informations, renforcement des capacités, financement) à la mise en œuvre des programmes identifiés.

L'Initiative a pour principe fondamental de veiller à l'appropriation des programmes par les pays. À ce titre, les équipes spéciales natio-



nales de l'Initiative Main dans la main. Les membres de l'Initiative Main dans la main ont des pouvoirs publics nationaux et locaux, les spécialistes, et les acteurs des chaînes de valeur échangent leurs vues et désignent ensemble, sur la base d'évaluations techniques, les territoires ou les projets en cours susceptibles de pouvoir s'adapter à l'approche de l'Initiative Main dans la main. Ces concertations aboutissent à la conclusion d'un accord sur un plan d'investissement. L'Initiative encourage les actions menées par les pouvoirs publics destinées à mobiliser des donateurs et des partenaires de développement pour soutenir l'Initiative et mettre en œuvre des stratégies agricoles et des plans d'investissement nationaux. C'est dans cette optique que la FAO a mis au point une approche de «appariement», qui rassemble les autorités nationales et locales, les donateurs, les institutions financières internationales, les entreprises privées, les organisations de producteurs, les organisations de la société civile, et les instituts de recherche. Les partenaires sont sollicités pour leur aptitude à fournir des moyens essentiels (technologies, données et informations, renforcement des capacités, financement) à la mise en œuvre des programmes identifiés. L'Initiative a pour principe fondamental de veiller à l'appropriation des programmes par les pays. À ce titre, les équipes spéciales natio-

PLATEFORME D'INITIATIVE

La Plateforme d'Initiative Main dans la main est une plateforme de données et d'informations pour les acteurs de la chaîne de valeur agricole. Elle donne accès à des données issues de sources diverses et accessibles à la base de données du service des données agricoles, des données gouvernementales et d'autres partenaires. Les données recueillies auprès des fournisseurs de données gouvernementales et des données provenant de sources diverses sont utilisées pour la réforme de

2022-2031 DE LA FAO

AU SERVICE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



AMÉLIORATION
EN MATIÈRE DE
PRODUCTION



AMÉLIORATION
EN MATIÈRE DE
NUTRITION



AMÉLIORATION
EN MATIÈRE
D'ENVIRONNEMENT



AMÉLIORATION
EN MATIÈRE DE
CONDITIONS DE VIE

Initiative comptent parmi leurs fonctionnaires techniques des publics concernés afin de garantir au plus haut niveau des pays et transparence en matière d'élaboration et de mise en place des programmes. Pour renforcer les capacités des pays à gérer un processus complexe, les participants ont engagé des engagements et des mesures par la plateforme de tableau de bord pour suivre et évaluer les informations

forme de suivi et d'évaluation facilitée, favorise la responsabilité et permet de prendre des mesures en temps voulu en cas d'évolution des besoins ou d'émergence de nouvelles crises.

L'initiative incorpore des normes et pratiques appliquées au niveau mondial afin d'aider les pays membres à institutionnaliser la protection et confidentialité des données. Les pays recourent à des indicateurs de performance régulièrement mis à jour pour mesurer les progrès accomplis en matière de mise en œuvre des pro-

FORME GÉOSPATIALE DE MAIN DANS LA MAIN

La plateforme géospatiale de l'Initiative Main dans la main de la FAO fournit en accès libre des données avancées, y compris des indicateurs de sécurité alimentaire et des statistiques, à l'appui d'interventions dans le secteur agricole. La Plateforme est utilisée par des millions de couches de données dans différents domaines et de différents pays, ce qui en fait un outil indispensable pour la bonne marche de l'Initiative Main dans la main de la FAO, qui peut être mis au service des spécialistes en agriculture numérique, des économistes, des organismes gouvernementaux et non gouvernementaux et des parties prenantes intervenant dans le secteur de l'alimentation et de l'agriculture. L'Initiative qu'elle contient ont été développées auprès de la FAO et d'autres grands fournisseurs de données publiques du système des Nations Unies, d'organisations non gouvernementales (ONG), d'universités, d'entreprises privées et d'agences spatiales, et notamment des principales bases de données de l'Organisation, telles que la plateforme statistique alimentaire et agri-

coles FAOSTAT, qui couvre plus de 245 pays et territoires sur une période allant de 1961 à l'année la plus récente pour laquelle des données sont disponibles. Depuis l'inauguration de la Plateforme, en 2020, plus de 65 pays et institutions ont pris part à des ateliers destinés à leur faire comprendre comment l'exploitation des données et des technologies pouvait contribuer à la transformation numérique de l'agriculture et au développement rural.

METTRE LES AVANTAGES DE L'AGRICULTURE NUMÉRIQUE À LA PORTÉE DE TOUS

La FAO est devenue depuis 2022 membre de la Digital Public Goods Alliance (Alliance pour les biens publics numériques). Cette adhésion témoigne à quel point la FAO est résolue à développer et à promouvoir les biens publics numériques, qui permettront de mettre en place des systèmes agroalimentaires durables et de contribuer aux objectifs de développement durable (ODD).

La Digital Public Goods Alliance (Alliance pour les biens publics numériques) est une initiative multipartite dont la mission est d'accélérer la réalisation des ODD dans les pays à revenu faible et intermédiaire par la découverte, l'élaboration, l'utilisation et l'investissement en matière de biens publics numériques. Les biens publics numériques comprennent les logiciels libres, les données ouvertes, les modèles d'intelligence artificielle à source ouverte, les normes ouvertes et les contenus libres qui favorisent la concrétisation des ODD. « Cette adhésion marque une nouvelle avancée dans l'engagement de la FAO, qui consiste à libérer le potentiel de l'agriculture numérique en garantissant l'inclusivité et en réduisant la fracture numérique entre les différents pays et régions, grâce à un accès abordable aux technologies numériques, à la culture numérique et aux biens publics numériques », a déclaré M. Máximo Torero, Économiste en chef de la FAO.

DOMAINES D'ACTIVITÉ DE L'ALLIANCE

La FAO a fait du recours aux technologies numériques la pierre angulaire de ses travaux relatifs à la transformation des pratiques agricoles et à l'autonomisation des ménages ruraux, des jeunes agriculteurs et des entrepreneurs. En tant que membres de l'Alliance,

la FAO et ses partenaires peuvent désormais participer aux principales activités menées dans le cadre de celle-ci. Parmi ces activités figurent la gestion de la norme relative aux biens publics numériques utilisée pour garantir la cohérence entre les différents biens et favoriser leur compréhension, ainsi que du Catalogue des biens publics numériques, un espace dans lequel il est possible de découvrir plus amplement les biens publics numériques, y compris ceux de la FAO.

Être membre de l'Alliance permet de mettre en avant les travaux de la FAO dans le cadre de la Feuille de route relative aux biens publics numériques, un outil qui favorise la coordination, l'harmonisation, la participation et la communication concernant les activités menées par les parties prenantes en vue de promouvoir les biens publics numériques. Il s'agira notamment de tenir compte des efforts déployés par la FAO pour amener l'écosystème de l'alimentation et de l'agriculture à concevoir et à exploiter des biens publics numériques, ainsi que pour recenser les biens dont le Portefeuille numérique de la FAO est ou pourrait être doté, et créer un cadre relatif aux biens publics numériques de l'Organisation. Cet engagement est une contribution importante au Plan d'action pour la coopération numérique du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU).

La coopération entre la FAO et la Digital Public Goods Alliance concourra à la concrétisation de certains ODD, notamment les ODD 1 (pas de pauvreté), 9 (industrie, innovation et infrastructure) et 17 (partenariats pour la réalisation des objectifs).

La FAO reconnaît l'importance de la transformation numérique du secteur agroalimentaire, ce qui l'a conduite à créer un domaine prioritaire du Programme consacré à l'agriculture numérique, inscrit dans le Cadre stratégique 2022-2031 de la FAO.

L'Organisation entend « massifier » les services numériques afin que personne ne soit laissé de côté. Pour ce faire, elle encourage l'utilisation et l'adoption des technologies numériques et recommande un programme politique et des investissements publics. L'Alliance et la FAO ont collaboré avec succès par le passé et le Catalogue de l'Alliance compte quatre biens publics produits par la FAO, à savoir: la Plateforme géospatiale de l'Initiative Main dans la main, le Portefeuille numérique de la FAO, le Portail de données en libre accès

sur la productivité de l'eau (WAPOR) et le logiciel Open FORIS.

AQUACULTURE DURABLE

La FAO participe à deux communautés de pratique dirigée par l'Alliance sur les thèmes des services climatiques et de l'inclusion financière numérique et collabore pour faire en sorte que les produits numériques de la FAO deviennent des biens publics numériques.

Les systèmes alimentaires aquatiques jouent un rôle crucial en fournissant à des milliards d'habitants des protéines et des nutriments essentiels, ainsi que des moyens d'existence et d'autres services, en aidant la société à combattre la faim, la malnutrition et la pauvreté. « Ce rôle est appelé à croître et si nous voulons que les systèmes alimentaires aquatiques tiennent leurs promesses, nous devons changer nos modes de production, de transformation, de commercialisation et de consommation des aliments. Nous pouvons y arriver en prenant des mesures pour transformer en profondeur les chaînes de valeur de la pêche et de l'aquaculture », souligne la FAO.

"La transformation bleue est une vision qui vise à développer les systèmes alimentaires aquatiques et à renforcer leur contribution aux quatre améliorations (de la production, de la nutrition, de l'environnement et des conditions de vie), en particulier pour les communautés tributaires des pêches et de l'aquaculture," ajoute cette même source.

L'aquaculture est le secteur alimentaire qui connaît la croissance la plus rapide au monde, et qui a un potentiel d'expansion considérable. Elle joue un rôle critique dans la production alimentaire mondiale et plus de la moitié des aliments aquatiques destinés à la consommation humaine proviennent de l'aquaculture. Les activités de la FAO dans le domaine de l'aquaculture découlent de la stratégie de Transformation bleue, qui a pour objectif de renforcer la durabilité et la résilience. " Cette stratégie compte atteindre ces objectifs en réduisant les effets néfastes sur l'environnement, en améliorant la biosécurité et la lutte contre les maladies grâce à la technologie et l'innovation, et en renforçant les capacités pour garantir l'obtention de résultats équitables propres à développer les dimensions humaines, sociales, culturelles et économiques de l'aquaculture", indique encore cette même source.

Par A.B. et Agences

TUNISIE-ITALIE

SOUTIEN D'UN MONTANT DE 50 MILLIONS D'EUROS AU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT

L'Accord pour le soutien du budget général de l'Etat tunisien, signé le 17 avril 2024 entre les gouvernements tunisien et italien, porte sur l'octroi d'un prêt de 50 millions d'euros (environ 168 millions de dinars) au profit du budget général de l'Etat Tunisien pour le présent exercice, a indiqué vendredi, le ministère des affaires étrangères, de la migration et des Tunisiens à l'étranger. « Cette enveloppe est destinée à appuyer le secteur énergétique tunisien. Le prêt est assorti de conditions très avantageuses (remboursement sur 40 ans avec 31 années de délai de grâce et 0% de taux d'intérêt annuel). Les fonds proviennent de l'enveloppe consacrée à la coopération au développement au titre de 2021-2023 (200 millions d'euros, soit environ 672,2 millions de dinars) », a précisé le ministère. Cet accord a été signé mercredi dernier, au Palais de Carthage lors d'une cérémonie présidée par le Chef de l'Etat, Kais Saïed et la présidente du Conseil italien, Giorgia Meloni en visite officielle d'un jour en Tunisie. Il avait été proposé fin 2023, par la partie italienne.

In African Manager

SELON L'ONU

Le conflit au Soudan est alimenté par les armes des partisans étrangers

La sous-secrétaire générale Rosemary DiCarlo au Conseil de sécurité de l'ONU a dressé un tableau désastreux. Plus de 14 000 morts, des dizaines de milliers de blessés, une famine imminente avec 25 millions de personnes ayant besoin d'une aide vitale et plus de 8,6 millions de citoyens forcés de fuir leur foyer.

Le conflit qui dure depuis un an au Soudan a déclenché un désastre humanitaire sans précédent. Vendredi dernier, deux hautes responsables de l'ONU ont une nouvelle fois appelé à redoubler d'efforts pour mettre fin à cette guerre alimentée par les armes des partisans étrangers. "C'est illégal, c'est immoral et cela doit cesser", a déclaré la sous-secrétaire générale Rosemary DiCarlo au Conseil de sécurité de l'ONU.

Le Soudan a plongé dans le chaos à la mi-avril 2023, lorsque des tensions latentes de longue date entre l'armée, dirigée par le général Abdel Fattah Burhan, et les paramilitaires des Forces de soutien rapide commandées par Mohammed Hamdan Dagalo ont éclaté en combats de rue dans la capitale, Khartoum. Les combats se sont étendus à d'autres régions du pays, notamment aux zones urbaines et à la région occidentale du Darfour. DiCarlo a brossé un tableau désastreux de l'impact de la guerre : plus de 14 000 morts, des dizaines de milliers de blessés, une



famine imminente avec 25 millions de personnes ayant besoin d'une aide vitale et plus de 8,6 millions forcées de fuir leur foyer. Mohamed Ibn Chambas, président du panel de l'Union africaine sur le Soudan et haut représentant de son initiative Faire

taire les armes en Afrique, a qualifié l'ingérence extérieure de « facteur majeur qui aggrave à la fois les efforts visant à négocier un cessez-le-feu et à mettre fin à la guerre ». « En fait, le soutien extérieur en termes de fourniture de matériel de guerre et

d'autres besoins a été la principale raison pour laquelle cette guerre a duré si longtemps », a déclaré Chambas. "C'est l'éléphant dans la pièce." Ni DiCarlo ni Chambas n'ont nommé aucun des partisans étrangers. « Depuis lors, des affrontements ont continué à se produire dans les parties est et nord de la ville, entraînant le déplacement de plus de 36 000 personnes », a déclaré Edem Wosornu, directeur des opérations du bureau humanitaire des Nations Unies au conseil. Wosornu a averti que « la violence représente un danger extrême et immédiat pour les 800 000 civils qui résident à El Fasher, et risque de déclencher de nouvelles violences dans d'autres régions du Darfour - où plus de 9 millions de personnes ont cruellement besoin d'une aide humanitaire ».

In Africanews

SÉNÉGAL

L'aéroport Blaise Diagne de Dakar a enregistré 741 160 passagers au premier trimestre 2024

La tendance, si elle se maintient, pourrait faire dépasser les chiffres de 2023 qui frôlaient déjà les limites de la capacité d'accueil de l'aéroport Blaise Diagne de Dakar, construit pour recevoir 3 millions de passagers par an. Au premier trimestre 2024, le débit d'activité à l'aéroport international Blaise Diagne a connu une progression de 3,57%, pour un trafic de 741 160 passagers contre 715 586 en 2023. La desserte sur cette période s'est aussi améliorée de 6,73%

en glissement annuel. La performance a été encore meilleure avec le segment fret aérien dont la tendance sur la période considérée montre une augmentation du trafic de près de 27,55%. Si la tendance se maintient, l'AIBD pourrait excéder les chiffres globaux de 2023 qui frôlaient déjà les limites de ses capacités d'accueil, lui qui a été construit pour 3 millions de voyageurs par an. La plateforme a en effet clôturé 2023 avec un débit de 2 942 594 passagers, ce qui corres-

pond à une progression du trafic de 11,91% par rapport à 2022. Actuellement un plan est en cours pour agrandir l'aéroport et augmenter sa capacité annuelle de 40% pour la porter à plus de 5 millions de passagers. La construction d'un terminal de fret est aussi prévue. Dans le cadre de ce projet, les autorités ont annoncé en mars avoir obtenu 300 millions d'euros de financements pour réaliser une partie des travaux.

In Agence Ecofin

TUNISIE/CHOLÉRA

L'OMS préqualifie un nouveau vaccin oral plus facile à fabriquer

Alors que de nombreuses vagues épidémiques de choléra ont été enregistrées ces dernières années, notamment en Afrique, la forte augmentation de la demande de vaccins a mis à rude épreuve le stock mondial. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a annoncé, dans un communiqué publié le jeudi 18 avril 2024, la préqualification d'un nouveau vaccin oral contre le choléra qui a une efficacité similaire aux vaccins existants, mais une formulation simplifiée permettant d'augmenter rapidement la capacité de production dans un contexte de pénurie à l'échelle internationale. Baptisé « Euvichol-S », ce vaccin oral sera fabriqué par EuBiologics, une société biopharmaceutique internationale basée à Séoul, en Corée du Sud, a-t-on précisé de même source. « Le nouveau vaccin est le troisiè-

me produit de la même famille de vaccins contre le choléra qui figure sur notre liste de préqualification de l'OMS. On espère que la nouvelle préqualification permettra une augmentation rapide de la production et de l'approvisionnement dont de nombreuses communautés aux prises avec des épidémies de choléra ont un besoin urgent », a déclaré le Dr Rogerio Gaspar, directeur du département de réglementation et de préqualification de l'OMS, cité dans le communiqué. La liste de préqualification de l'OMS comprend déjà les vaccins anticholériques oraux inactivés Euvichol et Euvichol-Plus produits par EuBiologics. Le choléra connaît une recrudescence mondiale depuis 2021, avec des taux de mortalité élevés notamment en Afrique. En 2022, plus de 473 000 cas de choléra ont été

signalés à l'OMS à l'échelle mondiale, soit deux fois plus qu'en 2021. L'organisation onusienne estime également que plus de 700 000 cas auraient été enregistrés durant l'année écoulée. Depuis début 2023, les agences sanitaires internationales et africaines ont signalé d'importantes épidémies de choléra dans 13 pays d'Afrique de l'Est et australe. La région a enregistré plus de 200 000 cas de choléra et plus de 3000 décès liés à cette infection diarrhéique aiguë provoquée par l'ingestion d'aliments ou d'eau contaminés par le bacille vibrio cholerae. La Zambie et le Zimbabwe sont jusqu'ici les plus touchés par la recrudescence de la maladie, dont le taux de létalité peut dépasser les 6% dans les communautés où l'immunité préexistante est faible en raison d'un faible taux de vaccination et d'un mauvais état

de santé général. Le grand nombre de vagues épidémiques a entraîné une demande de vaccins sans précédent de la part des pays touchés. Alors que l'offre mondiale de vaccins anticholériques oraux a été multipliée par 18 entre 2013 et 2023, l'augmentation forte et soutenue de la demande a mis à rude épreuve le stock mondial de ces sérums. L'Alliance du vaccin (anciennement Global Alliance for Vaccines and Immunization/Gavi) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) ont estimé dans ce cadre que la préqualification du nouveau vaccin oral « Euvichol-S » contribuera à augmenter l'offre globale de vaccins anticholériques oraux disponibles à environ 50 millions de doses prévues pour le stock mondial en 2024 contre 38 millions en 2023.

In Agence Ecofin

LIGUE 2 AMATEUR :

L'O Akbou en dépit du nul face à Batna conserve une avance de 13 points sur le dauphin

Ce résultat arrange le leader du championnat de Ligue 2 Centre-Est qui voit s'accroître ses chances d'accéder à la ligue 1. L'O Akbou garde également son record d'invincibilité en championnat avec 18 victoires et 4 nuls.

L'Olympique Akbou, leader de la poule Centre-Est, et son dauphin le MSP Batna se sont neutralisés (0-0) dans le choc de la 23e journée de la Ligue 2 de football amateur, disputée vendredi, également marquée par le statu quo dans la lutte pour le maintien avec l'USM Annaba, l'ES Ghazlane et le MC El Eulma, qui occupent toujours les trois places de relégables, rapporte l'APS. Malgré ce match nul, l'Olympique Akbou (58 pts) garde une avance confortable sur son poursuivant direct le MSP Batna (45 pts) et préserve sa série d'invincibilité en Championnat (18 victoires, 4 nuls). Troisième au classement, l'autre club de Batna, le CAB (40 pts) s'est incliné en déplacement (0-1) face à l'IRB Ouargla (28 pts), qui occupe le neuvième rang conjointement avec l'USM El Harrach, vainqueur devant le HB Chelghoum Laid (2-0). A la faveur de leur succès, l'IRBO et l'USMH font un grand pas vers le maintien en Ligue 2. Dans le milieu de tableau, le MO



Constantine et le NRB Teleghama, quatrième ex aequo avec 32 points, ont battu respectivement, l'Olympique Magrane et la JS Bordj Ménael sur le même score de 2 à 0, alors que l'IB Khemis El Khechna, également quatrième, a fait match nul face à l'AS Khroub (1-1). Dans la lutte pour le maintien, l'USM Annaba, premier relégable avec 23 points et qui compte un match en retard face la JS Bordj Ménael, programmé mardi prochain, a obtenu le point du match nul lors de son déplacement chez la lanterne rouge, le MC El Eulma, qui a déjà un pied en Inter-régions. Toujours dans le bas du classement, l'E Sour Ghazlane et l'AS Ain M'lila ont fait match nul (1-1) et restent coincées dans la zone rouge à sept journées de la

fin du championnat. La 23e journée de la Ligue 2 amateur se poursuivra samedi (15h00) avec les rencontres de la poule Centre-Ouest, avec notamment le déplacement du leader, l'ES Mostaganem (53 pts) chez le SKAF Khemis Miliana (6e, 32 pts). Intraitables cette saison, les gars de Mosta devraient revenir avec les trois points de la victoire face à une équipe du SKAF, qui occupe le milieu du tableau avec aucun objectif à l'horizon mais qui tentera de réussir l'exploit. Le RC Kouba, dauphin de l'ESM avec 48 points, évoluera pour sa part sur du velours chez le dernier au classement l'O Médéa (12 pts), avec la ferme ambition de s'imposer pour rester au contact du leader et entretenir l'espoir d'une accession

tant espérée. Distancé dans la course à l'accession, le GC Mascara (3e, 39 pts) se déplacera chez le WA Mostaganem (4e, 36 pts), alors que le CR Témouchent (5e, 35 pts) accueillera le MCB Oued Sly (8e, 29 pts). Dans le bas du classement, une chaude explication mettra aux prises le NA Hussein-Dey (14e, 25 pts) au RC Arbaâ (10e, 26 pts), tandis que le WA Boufarik, également 10e, évoluera loin de ses bases chez la JSM Tiaret (9e, 28 pts). D'autres duels à distance pour le maintien vaudront également le détour. Il s'agit des déplacements de l'ASM Oran et du SC Mecheria, toujours pas tirés d'affaire avec 25 pts, respectivement, chez la JS Guir Abadla (12 pts) et l'ESM Koléa (31 pts).

R.S.

COUPE D'AFRIQUE DES CLUBS DE HANDBALL :

LE HBC EL BIAR ET L'OLYMPIQUE ANNABA S'IMPOSENT POUR LEUR ENTRÉE EN COMPÉTITION

Le HBC El Biar de handball/messieurs a réussi son entrée en compétition, jeudi soir, en battant son homologue de JS Kinshasa de la République Démocratique du Congo sur le score 30-21, (mi-temps 13-10), en match comptant pour la 1ère journée du groupe C de la Coupe d'Afrique de handball des clubs vainqueurs de coupe messieurs, disputé au palais des sports d'Oran. Les joueurs de Lamine Sahli ont aisément pris le meilleur sur une équipe de la jeunesse sportive de Kinshasa, qui n'a pas fait illusion très longtemps. En deuxième période, les algériens du HBC El Biar repartent de plus belle et remettent les mêmes ingrédients qu'en début de rencontre en déroulant pleinement leur handball. De leur côté, les protégés du coach Hichem Boudrali de l'Olympique de Annaba sont venus à bout du club du Red stars de Côte d'Ivoire (28-20), (mi-temps 15-12) dans un match comptant pour la première journée du groupe B. Lors de la deuxième journée du groupe C, prévue ce vendredi, le HCB El Biar affrontera le club APR du Rwanda à 16h00 au palais des sports d'Oran, alors que dans la poule B, l'Olympique de Annaba sera face au CRB Mila à la salle omnisports du complexe sportif «Miloud Hadeff» à partir de 16h..

APS

TOUR NATIONAL DE SIDI BEL-ABBÈS :

LE CYCLISTE INTERNATIONAL HAMZA YACINE S'ADJUGE LA 3^E ÉTAPE AU SPRINT

Le coureur de la sélection nationale de cyclisme, Hamza Yacine, s'est adjugé au sprint, la 3ème étape du tour national cyclisme de la ville de Sidi Bel Abbes, disputée vendredi sur un circuit fermé sur une distance de 67,5 km au centre-ville de Sidi Bel Abbes. Hamza Yacine a franchi la ligne d'arrivée au sprint avec un temps de 1h 30m 03sec, devant Boudar Zaki du club Majd El-Guerrara de Ghardaïa et Oussama Mimouni de la sélection nationale. Chez les juniors, la première place est revenue à Abdelhamid Charhabil de l'IRB El Kantara, sur une distance de 47,5km, avec un chrono de 1h 15m 07s, devant Salah Hamzaoui du MC Alger et Abdelhak Boulaghebar du club Hilal de Birtouta, qui a complété le podium. Cette manifestation sportive, organisée par la fédération algérienne de cyclisme (FAC), en collaboration avec la ligue de wilaya de Sidi Bel Abbes et la direction de la Jeunesse et des Sports est dédiée à la mémoire de l'ancien cycliste international, Abdelmalek Belabbes. La compétition enregistre la participation de plus de 94 coureurs cyclistes de 19 clubs.

APS

CHAMPIONNAT D'AFRIQUE DES CLUBS DE HANDBALL :

"Les infrastructures ont motivé le choix d'Oran pour accueillir la compétition"

Le président de la Confédération africaine de handball (CAHB), Mansourou Are-mou, a indiqué, jeudi soir, que les infrastructures sportives dont dispose la ville d'Oran ont motivé son instance à lui confier l'organisation des 40es championnats d'Afrique des clubs vainqueurs de coupes (18-27 avril). S'exprimant au cours d'un point de presse animé après la cérémonie d'ouverture officielle tenue à la salle omnisports du complexe olympique Miloud-Hadeff, le patron de la CAHB a estimé que l'Algérie "a fait un très bon retour sur la scène de la petite balle africaine, en mettant des installations de haute facture à la disposition de l'instance continentale pour organiser une prestigieuse compétition africaine interclubs". "La dernière fois que l'Algérie a abrité un championnat africain remonte à l'an 2014 (Championnat d'Afrique des nations à Alger, ndlr). Ça fait donc dix ans que le pays n'a pas accueilli des compétitions de la CAHB et nous sommes très contents de le voir renouer avec l'organisation des

grandes épreuves continentales", a-t-il déclaré. Il a, en outre, insisté pour que l'Algérie abrite d'autres épreuves africaines du jeu à sept, "d'autant plus qu'elle a tous les atouts pour mettre les handballeurs du continent dans les meilleures dispositions, vu que les équipements sportifs qu'elle renferme répondent aux critères internationales", s'est-il félicité. Le dirigeant sportif algérien a aussi profité de l'occasion pour exprimer sa joie quant à la dernière performance de la sélection algérienne (messieurs) lors du championnat d'Afrique des nations, tenu en janvier dernier au Caire, en terminant l'épreuve à la deuxième place qui lui a permis de disputer le tournoi qualificatif aux jeux olympiques, il y a quelques semaines. "Cela prouve que le handball algérien est en train de repartir sur des bases solides pour retrouver la place qui était la sienne en haut de la scène continentale. Je souhaite que toutes les parties concernées s'impliquent davantage dans la résurrection de la petite balle algérienne qui,

jadis, avait honoré notre continent dans les grandes compétitions internationales", a-t-il encore dit. Présent à cette conférence de presse, le wali d'Oran, Said Sayoud, a tenu à mettre en exergue "l'intérêt particulier qu'accordent les pouvoirs publics à la jeunesse et au sport", lequel intérêt qui se traduit, entre autres, par "cet héritage des jeux méditerranéens tenus à Oran lors de l'été 2022, à savoir ces infrastructures aux critères internationales par lesquelles a été dotée cette ville et qui lui permettent de prétendre à accueillir des épreuves internationales d'envergure", s'est-il réjoui. La 40e édition du Championnat d'Afrique des vainqueurs de coupes connaît la participation de 12 clubs chez les messieurs et 8 autres chez les dames. En plus de l'OMS du complexe olympique, d'une capacité d'accueil de plus de 6.000 places, les matchs officiels de la compétition se déroulent aussi au Palais des sports Hamou-Boutlélis qui peut accueillir plus de 5.000 spectateurs..

APS

FOOTBALL :

LE SÉLECTIONNEUR NATIONAL ASSISTE À UNE PARTIE DE L'ENTRAÎNEMENT DU CSC

Le sélectionneur national, Vladimir Petkovic, a assisté, mercredi soir au stade Benabdelmalek-Ramdane de Constantine, à une partie de l'entraînement du CS Constantine (ligue 1 Mobilis de football). Profitant de sa visite, M. Petkovic, accompagné des membres de ses assistants, a longuement échangé avec les joueurs et le staff technique de l'équipe constantinoise qui prépare son prochain match de championnat, en déplacement face à l'USM Khenchela vendredi prochain.

APS

L'INOUBLIABLE AUTEUR DE DON QUICHOTTE A LONGTEMPS ÉTÉ EMPRISONNÉ À ALGER

CONNAISSEZ-VOUS LA GROTTTE DE CERVANTES À BELOUIZDAD ?

Après la bataille de Lépante, en 1571, ils ont fait escale en Sicile, où Miguel a récupéré des graves blessures dont il avait souffert lors du combat. Puis ils ont poursuivi leur route en passant par la Sardaigne, Gênes, et enfin Naples. Ils décident alors de retourner en Espagne.



Alger semblent l'avoir dissuadé de continuer sa vie de soldat pour se consacrer à l'écriture, en particulier de son œuvre, Don Quichotte de la Manche.

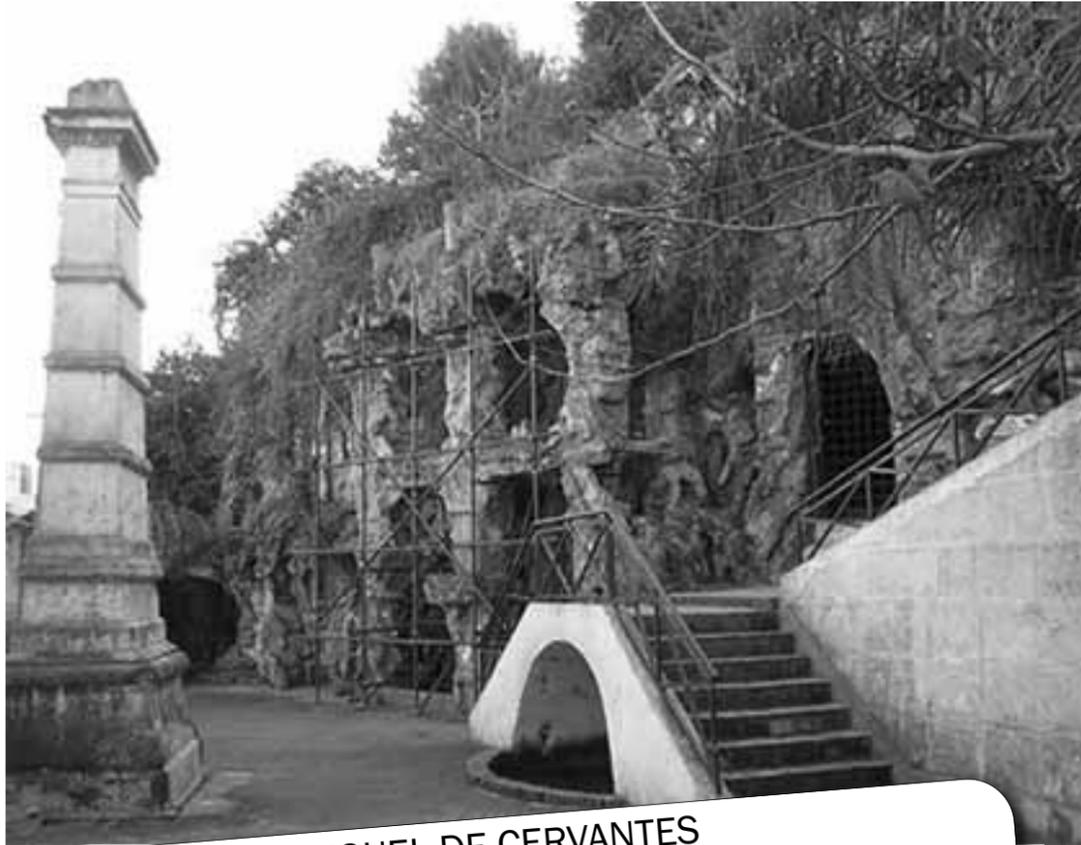
Nous sommes en 1575, et Miguel de Cervantès et son frère, capturés par des corsaires, sont jetés dans les prisons d'Alger. Cet épisode rocambolesque de la vie du futur auteur espagnol, durant lequel il multipliera les tentatives d'évasion, inspirera son œuvre.

Au début du mois de septembre 1575, une flotte de quatre navires quitte Naples. Parmi eux, la galère El Sol, dans laquelle voyagent Miguel de Cervantès et son frère Rodrigo. Quelques années auparavant, les deux frères sont arrivés en Italie, enrôlés dans des tercios, ces redoutables troupes d'élite espagnoles.

Après la bataille de Lépante, en 1571, ils ont fait escale en Sicile, où Miguel a récupéré des graves blessures dont il avait souffert lors du combat. Puis ils ont poursuivi leur route en passant par la Sardaigne, Gênes, et enfin Naples. Ils décident alors de retourner en Espagne.

L'intention de Miguel est certainement de demander le grade de capitaine, le plus haut grade militaire auquel il peut aspirer, pour former une compagnie et poursuivre la guerre en Italie. Toutefois, durant la traversée entre l'Italie et l'Espagne, une tempête met en déroute la petite flotte, et la galère El Sol est capturée le 26 septembre, près des côtes catalanes de Cadaqués, par Mami Arnaut, renégat albanais au service de l'Empire ottoman. Tout l'équipage et les passagers de la galère sont conduits à Alger comme captifs.

Imad Med Amine



MIGUEL DE CERVANTES

LIBÉRATION ET RETOUR EN ESPAGNE

En mai 1580, deux frères Trinitaires, Antonio de la Bella et Juan Gil, arrivèrent à Alger. Leur Ordre tentait de libérer des captifs, y compris en se proposant eux-mêmes comme monnaie d'échange. Cinq cents captifs furent libérés par leur entremise. Les sources divergent sur les modalités d'obtention des fonds. Certaines biographies avancent que la famille fortunée de Cervantès paya sa rançon. Pour une autre source, Fray Jorge de Olivares de l'ordre de la Merceda resta en otage contre sept mille autres prisonniers. Enfin, pour d'autres biographes, les frères Antonio de la Bella et Juan Gil ne disposaient que de trois cents écus pour faire libérer Cervantès, dont on exigeait cinq cents pour la rançon. Frère Juan Gil collecta la somme qui manquait parmi les marchands chrétiens. Finalement, au moment où Cervantès était monté dans le vaisseau d'Azán Bajá qui retournait à Constantinople avec tous ses esclaves, l'écrivain fut libéré le 19 septembre 1580 par un acte de rachat passé devant le notaire Pedro de Ribera, et il s'embarqua le 24 octobre 1580 en route pour Denia, d'où il gagna Valence en chantant à gagner sa vie.

Le 24 octobre, il revint enfin en Espagne avec d'autres captifs sauvés également. Il arriva à Denia, d'où il partit pour Valence. Vers novembre ou décembre, il retrouva sa famille à Madrid. C'est à ce moment-là qu'il commença à écrire Le Siège de Numance, de 1581 à 1583. Il est probable que La Galatea fut écrite entre 1581 et 1583 ; c'est sa première œuvre littéraire remarquable. Elle fut publiée à Alcalá de Henares en 1585. Jusqu'alors il n'avait publié que quelques articles dans des œuvres d'autrui ou des recueils, qui réunissaient les productions de divers poètes. La Galatea est divisée en six livres, mais seule la « première partie » fut écrite. Cervantès promit de donner une suite à l'œuvre ; elle ne fut pourtant jamais imprimée. Non sans autodérision, Cervantès place dans la bouche de l'un des personnages de Don Quichotte ce commentaire sur La Galatée : « Il y a bien des années, reprit le curé [Pedro Perez], que ce Cervantès est de mes amis, et je sais qu'il est plus versé dans la connaissance des infortunes que dans celle de la poésie. Son livre ne manque pas d'heureuse invention, mais il propose et ne conclut rien. Attendons la seconde partie qu'il promet ; peut-être qu'en se corrigant, il obtiendra tout à fait la miséricorde qu'on lui refuse aujourd'hui. »

I.Med

MIGUEL DE CERVANTES

Une vie d'écrivain

Miguel de Cervantes Saavedra est né le 29 septembre 1547 dans la petite ville d'Alcalá, à une trentaine de kilomètres de Madrid. Fils d'un médecin modeste, il grandit au milieu d'une famille nombreuse. Alors qu'il était encore étudiant à Madrid en 1568, il publia quelques poèmes à la mémoire de la reine d'Espagne. En 1569, il partit pour Rome et l'année suivante, il entra au service du cardinal Giulio Acquaviva. Grisé de rêves héroïques, il rejoignit alors un régiment de l'armée espagnole basé à Naples.

En 1571, il prit part à la bataille navale de Lépante contre les Turcs, au cours de laquelle il perdit sa main gauche, ce qui lui valut le surnom de « manchot de Lépante ». En septembre 1575, tandis

qu'il rentrait en Espagne, Cervantes fut enlevé par des pirates de la Régence et emmené en captivité vers Alger.

Il resta ainsi prisonnier pendant cinq ans et tenta de s'évader d'Oran et d'Alger à plusieurs reprises. Il ne sera racheté et libéré que le 24 octobre 1580 pour 500 écus d'or du Roi d'Espagne. Il faut noter que la Régence d'Alger, reconnaissant la qualité et le prix du personnage, l'a fait bénéficier d'un régime de faveur, et malgré ses tentatives d'évasion, le dey d'Alger lui a toujours montré de la considération, même s'il a été condamné à cinq ans de réclusion.

C'est dans une grotte près du rivage à l'est d'Alger qu'il trouva quelque temps refuge lors de son évasion de 1579. Cervantes était âgé de 33 ans quand il rega

gné l'Espagne. Le courage exceptionnel qu'il avait montré lors des années passées au service de la patrie et pendant son aventure algérienne ne lui a pas permis de trouver un emploi au sein d'une famille de la noblesse. Il se consacra alors à l'écriture entre 1582 et 1585 et produisit des poèmes et des pièces de théâtre qui ont presque tous disparu aujourd'hui. A Madrid, il fréquentait les milieux littéraires. Aussi, il acquit une certaine notoriété grâce à un roman pastoral, La Galatée, dont la rédaction a commencé à Alger, mais sans pour autant pouvoir vivre de sa plume. Le 12 décembre 1584, il épousa la fille d'un propriétaire d'Esquivias. On lui confia de modestes charges gouvernementales telles que l'approvisionnement de la flotte de l'invincible Armada ou la collecte des impôts. Il fut soupçonné, dans l'exercice de sa dernière fonction, de malversations et fut emprison-

né par les autorités à plusieurs reprises.

C'est durant sa période de détention qu'il imagina l'histoire d'un chevalier errant en quête de superbes exploits. Cette histoire donna lieu à un récit dont la première partie parut en 1605 sous le titre « L'Ingénieux Hidalgo Don Quichotte de la Manche ».

Huit ans plus tard, Cervantes publia Nouvelles exemplaires, un recueil regroupant douze récits, et en 1614, il écrivit Le Voyage au Parnasse qui est probablement son texte le plus intime. Cet ouvrage fut suivi, en 1615, de la seconde partie de Don Quichotte.

Enfin, cédant aux rêves héroïques de sa jeunesse, Cervantès acheva, quatre jours avant de mourir, un roman de chevalerie fantastique. Miguel de Cervantes s'éteignit à Madrid le samedi 23 avril 1616 et fut enterré au couvent de la Calle del Humilladero.

I.M.A.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE DJELFA
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS.
 Code fiscal : 0.002 1701.50020 69 DEP

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCES DE CAPACITES MINIMALES
N° 114 /2024

La Direction des équipements publics de la Wilaya de Djelfa lance un avis d'appel d'offre ouvert avec exigences de capacités minimales pour la réalisation d'une école primaire type 2 au village Nouldjame Bennhar - Lot unique-

Le présent appel d'offres s'adresse aux entreprises, présentant les capacités professionnelles, et techniques suivantes :

Lot N°	Catégorie de la qualification demandée	Références techniques durant les 10 dernières années 2014-2023	Moyenne des trois meilleurs chiffres d'affaires des dix dernières années 2014-2023.
Lot unique	03 ou plus activité principale bâtiment	Attestation de bonne exécution ou attestation de réalisation avec réception définitive (équipement publics ou logts) dont le montant est supérieur ou égal à 50.000.000.00 Da	supérieur ou égal à 40.000.000.00 Da

Les entreprises intéressées peuvent retirer le cahier des charges gratuitement auprès de service des marches premier étage bureau 15 (Direction des équipements publics) cité berbüh Djelfa.

Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière.

Le dossier de candidature, offre technique et offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « Dossier de candidature », « Offre technique » ou « Offre financière », selon le cas. Ces trois enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention :

A Monsieur le Directeur des équipements publics Cite Berbüh Djelfa 17000.
 Appel d'offres N°...../2024

Objet de l'appel d'offres et la mention à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres

A) Dossier de candidature contient :

- 1) La déclaration de la candidature (signée, datée, cacheté et remplie)
- 2) La déclaration de probité (signée, datée, cacheté et remplie)
- 3) Statuts pour les sociétés
- 4) Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise
- 5) Certificat de qualification demandée.
- 6) Chiffres d'affaires justifié par Bilans financiers ou C20 des dernières années 2014-2023.
- 7) Moyens humains.
- 8) Moyens Matériels.
- 9) Références de l'entreprise durant la période 2014-2023.

B) Offre technique contient :

- 1) La déclaration à souscrire, signée, datée, cacheté et remplie
- 2) Mémoire technique.
- 3) Le présent CPS, signée, datée, cacheté et remplie, portant a la dernière page la mention manuscrite « lu et accepté »
- 4) Planning des travaux signée, datée, cacheté et remplie

C) Offre financière contient :

- 1) La lettre de soumission, signée, cacheté, datée et paraphée
- 2) Le Bordereau de prix unitaires (BPU), signée, cacheté, datée et paraphée
- 3) Le devis quantitatif et estimatif, signée, cacheté, datée et paraphée.

L'offre devra être déposée dans les délais requis à l'adresse ci après : Direction des Equipements Publics Cité Berbüh Djelfa

La durée de préparation des offres est fixé à 15 jours, La date de dépôt des offres est fixée au 15^{ème} jour de 8 h à 13 h : 30 qui court à partir de la première publication de l'avis d'appel d'offres dans l'un des quotidiens nationaux ou le BOMOP, si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date de dépôt est reportée jusqu'au jour ouvrable suivant.

L'ouverture des plis des offres techniques et financières se fera en séance publique et aura lieu le jour coïncidant avec la date de dépôt des offres à 14 h au siège de la direction des équipements publics

La durée de validité des offres est fixé a 105 jours, à compter de la date d'ouverture des plis.

Le présent avis tient lieu d'invitation aux soumissionnaires pour assister à l'ouverture des plis.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE MEDEA
DAIRA D'EL-AZZIA
 COMMUNE DE MAGHRAOUA
 NUMERO D'IDENTIFICATION FISCALE 8942695025908

Appel d'offres ouvert avec exigences de capacités minimales N° 02 /2024

Le président de l'APC de commune de Maghraoua, lance Appel d'offres ouvert avec exigences de capacités minimales pour l'opération suivante :

- Aménagement Aires Communales Commune de Maghraoua.

Les soumissionnaires intéressés par le présent avis sont invités à retirer le cahier des charges contre un paiement de Trois mille (3000,00) DA, auprès du trésorier communal d'Elazizia Et son remboursable.

DOSSIER A FOURNIR : Contenu du dossier d'appel d'offres :

01- **Dossier de candidature:**

- 1- La déclaration à candidature dûment remplie daté avec cachet et signature.
- 2- La déclaration d'intégrité dûment remplie daté avec cachet et signature.
- 3- Statut de l'entreprise soumissionnaire pour les sociétés.
- 4- Documents relatifs aux autorisations permettant aux personnes d'engager l'établissement.
- 5- Certificat de qualification et classification professionnelle, activité principale dans le Domaine BATIMENT, catégorie TROIS (03) et plus.
- 6- Le protocole de groupement est documenté (dans le cas d'une groupement, il est signé par tous les membres de groupement, en précisant le chef de groupement et en précisant le pourcentage et la part de chaque membre de groupement. Le numéro de compte bancaire sera au nom du groupement).
- 7- Résultats financiers des trois (03) meilleures années parmi les cinq (05) dernières années (2018-2022) Montant moyen du chiffre d'affaires supérieur ou égal à dix millions de dinars algériens (10 000 000,00 DZD) justifié par une attestation CNP20.
- 8- La liste des ressources humaines est signée par l'entreprise, appuyée par la présentation d'une attestation d'affiliation des ouvriers et l'encadrement aux institutions de sécurité sociale de la CNAS dans un délai n'excédant pas 03 mois. Avec les diplômes pour l'encadrement de l'entreprise.
- 9- Les moyens matériels sont la propriété de la société, à condition que :
 - Une liste du matériel signée par l'entreprise (obligation jointe).
 - Matériel mobile : Présentation de la carte grise accompagnée d'une attestation d'assurance valide (copie).
 - Matériel immobilier : un rapport de contrôle délivré par bureau de justice ou expert pour l'année en cours 2024.
- 10- Références professionnelles : Présentation de un (01) ou plusieurs certificats de bonne exécution pour un projet similaires délivrés par le contractant précisant la nature des travaux, la durée de réalisation et le montant du projet au cours des cinq dernières années (2019 à 2023).
- 11- Reçu de paiement pour les droits de retrait le cahier des charges.

02- **Offre technique:**

- 1- La déclaration de probité est remplie, datée, signée et cachet
- 2- Le présent cahier de charge est signé, daté et cachet, avec la mention Lu et Accepté écrite à la main en fin de page pour : CCAG, CPS, CPC, et paraphé sur trois pages.
- 3- Un planning des délais d'exécution des travaux et du délai d'exécution, signé, daté et cachet
- 4- La note de justification technique : selon le formulaire ci-joint (Annexe N°01), remplie, datée, signée, cachetée et paraphé.

03- **Offre Financière:**

- 1- La lettre de soumission remplie, signée, datée et cachet
- 2- Le bordereau de prix unitaire est rempli de lettres et de chiffres, signé, daté et cachet
- 3- Le devis quantitatif et estimatif rempli, signé, daté et cachet

Il sera paraphé sur toutes les pages

Les offres déposées auprès de l'APC de Maghraoua. Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offre ainsi que la mention " dossier de candidature", "offre technique" ou "offre financière". Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention :

à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres"
appel d'offres N° 02 / 2024
Aménagement Aires Communales Commune de Maghraoua.
Envoyé à : Président de l'APC de la Commune de Maghraoua

Les offres seront déposées le dernier jour du délai de préparation des offres, fixé à (15) jours, à compter de la date de la première parution dans deux quotidiens diffusés au niveau national ou au bulletin officiel du marché public (BOMOP), transactions, à partir de huit heures du matin (08 heures) jusqu'à onze heures (11 heures) du matin, qui est la dernière date limite de dépôt des offres, et cela au siège de la Commune de Maghraoua, bureau des Marchés. Dans le cas où le dernier délai de préparation des offres est retenu comme jour férié ou repos légal, le délai de préparation des offres sera prolongé jusqu'au jour ouvrable suivant à la même heure que le dernier délai de dépôt des offres précédemment prévu.

Les plis sont ouverts le jour même du dépôt, à onze heures (11 heures) du matin, au siège communal. Ceil veut invitation des participants à y assister, et les soumissionnaires restent liés par leurs offres pour cent cinq (105) jours à compter de la date de la séance d'ouverture des enveloppes.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE M'SILA
DAIRA DE Ouled Sidi Brahim
 COMMUNE DE Ouled Sidi Brahim
 NIF : 01013907828210984

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT Avec Capacité Minimale Requête N° 03/2024.

Le Président de l'Assemblée Populaire Communale **D'Ouled Sidi Brahim** lance un avis d'appel d'offres pour la réalisation le projet suivant:

Aménagement des trottoirs et les routes au quartier 101

Les entreprises qualifiées et spécialisées dans le domaine peuvent retirer les cahiers de charges contre paiement de la somme huit mille dinars (8.000,00 D.A) auprès du bureau "marchés publics"

Les soumissions des entreprises doivent comprendre deux offres technique et financière accompagnées obligatoirement des pièces suivantes:

♦ **Dossier de candidature**

- ♦ Déclaration à candidature remplis, signée et griffée
- ♦ Déclaration d'intégrité remplis, signée et griffée
- ♦ Copie statut de l'entreprise
- ♦ Attestation de qualification et de classification professionnelle principale travaux publique troisième degré et plus
- ♦ Références professionnelles des trois dernières années pour les travaux similaires avec attestation de bonne exécution (prix et délais d'exécution mentionnées) des montants totaux d'au moins 5.000.000,00 DA

♦ **Offre technique:**

- 01- Une déclaration à souscrire remplie, datée et signée par le soumissionnaire.
- 02- cahier des charges signée et parfait (lu et approuvé avec mention)
- 03- notes justificative technique.

♦ **Offre financière:**

- 01- Lettre de soumission daté, signée et griffée.
- 02- Bordereau des prix unitaires rempli, signée et griffé.
- 03- Devis estimatif et quantitatif en T.T.C remplis, signée et griffé.
- 04- Analyse du prix global et forfaitaire remplis, daté, signée et griffé.

Les trois offres seront remises en deux plis séparés avec indication pour chaque pli "Offre technique" et "Offre financière", les deux plis doivent remettre en une seule enveloppe anonyme et doit contenir que la mention suivante:

Avu d'appel d'offres ouvert Avec Capacité Minimale N° 03/2024 pour la réalisation d'opération :
Aménagement des trottoirs et les routes au quartier 101

Cahiers de charges pendant une durée de quinze (15) jours à compter de la première apparition de cet appel aux journaux nationaux.

La date limite de dépôt des offres est fixée à la même date de la dernière journée de ce présent appel à partir de 14 h.00 - au niveau du bureau "marchés publics".

Ce présent appel d'offres est considéré comme convocation aux soumissionnaires pour assister à l'ouverture des plis qui aura lieu au siège d'A.P.C de la commune d' Ouled Sidi Brahim, la même date du dernier jour de cet appel à partir de 14h.00.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de quatre vingt dix (90) jours à partir de la date limite de dépôt des offres.

CANADA

Un quart des morts chez les jeunes adultes est dû aux opioïdes

Plus de 25 % des morts chez les adultes de 20 à 39 ans au Canada sont imputables aux opioïdes, selon une nouvelle étude, qui indique que la crise concerne l'ensemble du pays.

« Chez les jeunes de 20 à 39 ans » au Canada, les opioïdes sont responsables d'« un décès sur quatre », s'alarme Radio-Canada en reprenant les résultats d'une étude publiée le 15 avril par le Journal de l'Association médicale canadienne, réalisée dans huit des dix provinces du pays et dans les Territoires du Nord-Ouest. Globalement, note la CBC, le nombre annuel de morts liées à ces drogues, principalement le fentanyl, a doublé entre 2019 et 2021, passant de 3 007 à 6 222. Le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta, dans l'Ouest, sont particulièrement affectés. Les chercheurs ont calculé que le nombre d'années perdues en raison des overdoses liées aux opioïdes au Canada avait atteint 256 336 en 2021, soit le double du chiffre de 2019. L'un des auteurs de l'étude, David Juurlink, chef de la division de pharmacologie clinique et de toxicologie à l'université de Toronto, explique la portée de ces

données : « La tragédie de la crise des opioïdes, c'est que la majorité des décès sont des jeunes dans leur vingtaine et leur trentaine, alors qu'ils devraient vivre au moins jusqu'à 70 ou 80 ans. Ils meurent à cause d'un marché illicite très dangereux [...]. Ils ne savent pas ce qu'ils prennent. Parfois, c'est cinq ou dix fois plus puissant que leur dernière dose. » Ce sont surtout les hommes – 72 % des cas – qui en meurent. L'étude note que la situation s'est aggravée depuis la pandémie de Covid-19, avec un marché illicite jugé de plus

en plus volatil. « Ce que l'on voit circuler là, sur le marché illicite, pour moi, c'est du jamais-vu », affirme à Radio-Canada Marie-Ève Goyer, une spécialiste de la dépendance aux opioïdes de l'université de Montréal. « La crise des opioïdes est en train de s'enlancer avec une crise de précarité. Les enjeux de logement, d'éducation, de pauvreté, d'inégalités sociales et de traumatisme ne s'améliorent pas au Canada. La drogue est une tentative de soulager la douleur physique, mais aussi la douleur psychique. » L'autrice principale de la

recherche, également scientifique au sein d'Unity Health Toronto, Tara Gomes, soutient également que les données socio-économiques sont un facteur important et n'annoncent pas des jours meilleurs : « En l'absence d'investissements adéquats dans les programmes de traitement et de réduction des risques, ainsi que davantage d'aides sociales [...], ces décès évitables continueront d'avoir des effets dévastateurs sur les communautés à travers le pays. »

In Courrier International



SANTÉ

LA VITAMINE D PEUT-ELLE RALENTIR LE VIEILLISSEMENT ?

Une simple pilule pour retarder le vieillissement de notre corps ? Une nouvelle étude menée par des chercheurs italiens fait le point sur les données disponibles sur le rôle de la vitamine D contre les changements liés à l'âge. La vitamine D contribue à l'absorption du calcium. Il est ainsi recommandé aux personnes souffrant d'ostéoporose de prendre des suppléments en cette vitamine pour prévenir les fractures osseuses, puisqu'une carence en calcium est associée à ces affections. Toutefois, des essais cliniques ont montré que les suppléments de vitamine D ne contribuent pas toujours à prévenir les fractures et la perte osseuse liée à l'âge chez des personnes en bonne santé. Publiée dans la revue Nutrients, une étude italienne a cherché à comprendre l'intérêt de cette vitamine en tant que stratégie de soutien à la longévité humaine. Il faut déjà se demander ce qu'est le vieillissement, notamment au niveau biologique. « Les caractéristiques du vieillissement sont un ensemble de mécanismes biologiques finement régulés et strictement interconnectés », écrivent les auteurs dans leur étude. Elles se traduisent par bien des changements cellulaires, comme des télomères plus courts, des gènes instables, des marques moléculaires sur notre ADN et une inflammation chronique. Quel pourrait être le rôle de la vitamine D pour limiter ces changements biologiques ? Certaines études montrent que les personnes ayant un faible taux de vitamine D sont biologiquement plus âgées que celles qui ont un taux normal, suggérant que cette vitamine peut ralentir le vieillissement épigénétique. Elle pourrait également contribuer à réduire les dommages causés à l'ADN selon une autre étude. Rappelons que la prise de doses élevées de vitamine D peut s'avérer nocive pour l'organisme. Les suppléments de vitamine D peuvent également interagir avec des médicaments tels que les statines (qui diminuent les taux de cholestérol dans le sang). Les auteurs concluent qu'une supplémentation en vitamine D n'est pas forcément meilleure pour la santé, malgré l'intérêt que suscite la recherche sur la longévité humaine.

In Futura Sciences

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Des poubelles sous haute surveillance pour améliorer le tri des déchets

Le contenu des poubelles n'a plus de secret. Depuis deux ans, la start-up française Lixo a mis au point une technologie basée sur l'intelligence artificielle (IA), capable de repérer en temps réel la moindre anomalie dans le tri de déchets. Une innovation qui permet aujourd'hui de sécuriser la collecte des déchets et de mieux valoriser le recyclage pour environ 45 collectivités territoriales en France. Avant de pouvoir sanctionner, un jour, les particuliers mauvais trieurs ? Rien n'est moins sûr, selon Marjorie Darcet, cofondatrice de Lixo. « Ce n'est pas l'objectif de notre projet et il faudra dépasser certains obstacles juridiques pour en arriver là », explique-t-elle à 20 Minutes. De fait, les sanctions peuvent s'appliquer uniquement aux professionnels à condition qu'il existe un enjeu défini par un contrat de tri. Une pizzeria qui laisserait traîner des morceaux de pizzas dans les cartons envoyés au recyclage, par exemple.

« Technologiquement, il serait déjà possible de repérer les foyers qui trient mal », avoue Stéphane Caplier, directeur commercial recyclage chez Veolia Hauts-de-France. Notamment grâce au

couplage des données fournies par l'IA avec la localisation RFID (codes-barres) des conteneurs à poubelle. Mais aucune collectivité n'envisage cet usage, notamment la métropole de Lille (MEL), qui fut l'une des premières à adopter la technologie Lixo. Aujourd'hui, 11 des 60 camions-bennes de ramassage en sont équipés, ce qui en fait la plus grosse flotte de France. Le vice-président en charge de la gestion des déchets se veut également rassurant. « Les données récoltées par l'IA lors des collectes sont et resteront anonymes, signale Régis Cauhe. Il s'agit de faire de la pédagogie et non de cibler tel ou tel foyer. ». Les statistiques servent aujourd'hui à « enclencher des actions de médiation et de sensibilisation des ambassadeurs du tri dans les quartiers où on constate une concentration trop importante des erreurs », assure l' élu, qui précise que « le budget des déchets domestiques, c'est 200 millions d'euros par an ». Autant dire que le sujet est pris très au sérieux. Mieux le tri est effectué par les habitants, plus le centre de valorisation des déchets est performant dans le recyclage, entraînant une augmenta-

tion des recettes pour la collectivité. La baisse des taxes pour l'utilisateur ? On verra plus tard. « Une bonne gestion du tri à la source, c'est vrai que c'est le nerf de la guerre car les gains financiers peuvent être considérables », renchérit Pierre Bredar, spécialiste du négoce international de recyclage. « Un déchet jeté dans la mauvaise poubelle coûte deux à trois fois plus cher à la collectivité », insiste Stéphane Caplier, chez Veolia, délégataire de service public pour la métropole lilloise. Or en mars, près de la moitié des 8.000 poubelles analysées quotidiennement avec la méthode Lixo comportait au moins une anomalie qui concerne majoritairement le verre, le carton et les sacs plastiques noirs. Mais c'est un autre fléau qui hante les industriels de la collecte des déchets : la bouteille de protoxyde d'azote qui, lorsqu'elle explose, peut provoquer des dégâts importants. « La sécurité du ramassage est un des premiers enjeux qui a incité Veolia et la métropole de Lille à adopter notre technologie », se souvient Marjorie Darcet, de Lixo.

Une technologie qui consiste à fixer une petite caméra au-dessus de la tré-

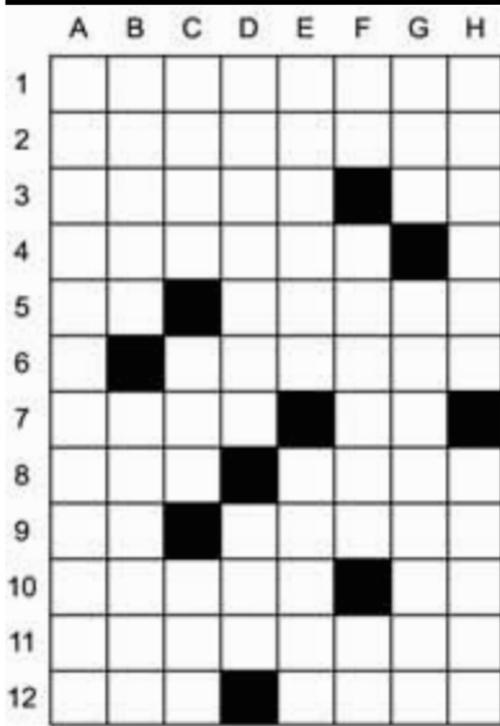
mie du camion-benne. Le capteur prend des photos en rafale lors du déversement de chaque poubelle. Les images sont transmises en temps réel à un micro-ordinateur situé au pied de la cabine du chauffeur.

Un algorithme de reconnaissance d'images permet alors de repérer instantanément la non-conformité de certains déchets. Dans une industrie de la gestion et de la valorisation des déchets encore sous-digitalisée, le processus Lixo fait figure de petite révolution et se développe déjà dans certains pays d'Europe comme le Portugal, l'Allemagne ou le Royaume-Uni.

Mais il nécessite des innovations techniques permanentes. « Un contrat pour équiper des véhicules au Canada nous a obligés à renforcer la résistance au froid des capteurs par exemple », note Marjorie Darcet, qui voit dans le marché nord-américain une belle opportunité de développement. « Les Américains ont une trentaine d'années de retard sur l'Europe dans le domaine du recyclage, constate-t-elle. C'est un marché porteur. »

In 20 minutes

Mots Croisés



VERTICALEMENT

- A. Son œuvre n'a jamais fait de mal.
- B. C'est un peu vieux pour un attaquant actuel. Finir le livre.
- C. Tel un art populaire. Bois en Inde. Il peut aller haut avec son bât.
- D. Félics d'Amérique. Base de mesure informatique.
- E. Huile bénite. Affirmas ton autorité.
- F. Chemin de bord. Conduit souterrain. Héros de Bertolt Brecht.
- G. La première venue. Vestons de lord.
- H. Qui a la raison pour elle. Combat.

HORIZONTALEMENT

- 1. Se chaussent au bout du nez.
- 2. Qui est à l'imparfait.
- 3. Canal à Guérande. Indication originelle.
- 4. Des fruits pour rien.
- 5. À la tête de la France. Passée sous silence.
- 6. Étendue désertique.
- 7. Prendras la direction. Hélium.
- 8. Exhausteur de goût. Rose, il pique à la pointe Dufour.
- 9. Symbole de bon conducteur. Attaque de banque.
- 10. Refusait de s'allonger. Désinence verbale.
- 11. Individu à la queue de cheval.
- 12. C'est une question de temps. Placée.

LES MOTS FLÉCHÉS

ALGÉRIENNE	APPRECIER LA VALEUR	BRAS RECONFORTANT	JUGE MUSULMAN	BLESSÉS	C'EST UN FENIL
VAINQUEUR	FADEUR	BRILLANT DE GRANIT	CAP AU SUD	ANCIEN CHEF YOUGO-SLAVE	CLÉ DE GAMME
ACROBATE					
CLIMAT PESANT					
					FAIRE AIMER LE CROISSANT
BRONZE				FRANCHIS LE RUBICON	
CE N'EST PAS LE PREMIER VENU					
					EN PORTÉE
					RÉFÉRENCE GOLFIQUE
ADVERBE					
AMPOULE D'UN GENRE NOUVEAU					
					IL SE REMONTE EN UN ÉCLAIR
					À LA MILANAISE
IL S'ÉCLAIRE DES POTRON-MINET	GRANDS CERCLES				
		ALLOUÉS, OCTROYÉS	NOUÛ CRUCIAL	CORPS DES ÉVÊQUES	DEVANT LE PRINCE
		LESSIVA	SA PERTE LAISSE FROID	CON-SIGNÉS	AMOUR DE ZEUS
CONTEMPORAIN DE CLOVIS					
MARCHE		NOIR DU BLANC			
		BOUNE TÊTE EN CUISINE			
BRUTE, SOUVENT PURE ET VIERGE				SYMBOLE CHIMIQUE DU TITANE	
FOURREAU					
				POUR DÉSIGNER	
SIGNE DE SÉPARATION				PERSONNEL	



SIDOKU

		4					9	8
		2	5					
			6	8			5	3
		7	2		4			
	5						1	
			7		6	9		
1	7			6	3			
					5	1		
8	4						5	

1 2 3 4 5 6 7 8 9

MOTS MÊLÉS

ALTO ATLAS BOLEE BOURSE CARNAVAL CERNEAU DEBIT ENLAIDIR EXAUCE
 EXTRAIRE GLORIEUX IBIS LONGTEMPS MICROBE PICADOR PROMETTRE REGLER
 RETICENT SATINETTE SEVRAGE TRANSITER UNANIME USINER VIRUS

L	E	E	T	E	E	B	B	S	E	R	T
O	B	C	R	X	N	O	A	T	P	E	N
N	O	U	A	T	U	L	T	U	I	L	E
G	R	U	N	R	T	E	A	L	C	G	C
T	C	V	S	A	N	E	I	I	A	E	I
E	I	E	I	I	N	A	M	R	D	R	T
M	M	B	T	R	N	I	V	O	O	I	E
P	I	A	E	E	U	E	M	A	R	L	R
S	S	C	R	D	S	S	R	E	L	P	G

16



- Alger 20°
- Ouargla 15°
- Oran 18°
- Constantine 19°

FADJR 04:48	DOHR 12:50	ASR 16:27	MAGHREB 19:15	ISHA 20:41
----------------	---------------	--------------	------------------	---------------

ELLE S'OFFRE UNE NOUVELLE MÉDAILLE D'OR KAYLIA NEMOUR, L'ÉTOILE MONTANTE

Kaylia Nemour a une fois de plus prouvé sa supériorité aux barres asymétriques lors de la quatrième étape de la Coupe du monde de gymnastique artistique à Doha, au Qatar. Avec une performance impressionnante, elle a remporté la médaille d'or avec une note finale de 15.366, ajoutant ainsi une

nouvelle victoire à son palmarès déjà impressionnant. Kaylia Nemour avait remporté la médaille d'or au concours des barres asymétriques lors de la deuxième étape qui s'était déroulée à Cottbus (Allemagne), et de la 3^e étape organisée à Bakou (Azerbaïdjan). Elle termine ainsi en tête du classement

général de cette épreuve de la Coupe du monde 2024. En plus des médailles d'or et d'argent qu'elle a glanées à Doha, Nemour a profité de cette compétition mondiale pour préparer les prochains Championnats d'Afrique, prévus du 30 avril au 7 mai prochains à Marrakech (Maroc).

CONSENSUS AU SEIN DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI

LE PT DÉCIDE DE SE PRÉSENTER AUX ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES

La secrétaire générale du Parti des travailleurs, Louisa Hanoune, a annoncé que le comité central du parti a décidé de participer aux élections présidentielles de 2024. Hanoune a affirmé dans un discours prononcé hier à l'occasion de la conclusion de la session du Comité central, dans la capitale, que le Parti des Travailleurs présentera un candidat aux élections présidentielles qui auront lieu en septembre prochain. Le chef du Parti des Travailleurs, qui s'est présenté à deux élections présidentielles en 2004 et 2009, a ajouté que la décision d'y participer reflète « le consensus qui s'est dégagé parmi les membres du Comité central du PT ». Longtemps absente de la scène politique, Louisa Hanoune est revenue en force depuis quelques mois et semble avoir au moins fait sortir son parti de sa léthargie.

I.M.Amine

BOUGHALI À MASCATE POUR UNE VISITE OFFICIELLE AU SULTANAT D'OMAN

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, est arrivé, hier, à Mascate, pour une visite officielle au Sultanat d'Oman, à l'invitation du président du Conseil omanais de la Choura, Cheikh Khalid Bin Hilal Bin Nasser Al Maawali, indique un communiqué de la chambre basse du Parlement. Boughali, qui conduit une délégation, a été accueilli à son arrivée dans la capitale omanaise, par Cheikh Khalid Bin Hilal Bin Nasser Al Maawali, des membres du Conseil de la Choura et l'ambassadeur d'Algérie au Sultanat d'Oman, Mohamed Ali Boughazi. Cette visite de six jours offrira "l'occasion d'examiner les opportunités à même de consolider les relations de fraternité et d'amitié et de renforcer la coopération bilatérale, notamment au niveau parlementaire", ajoute la même source.

I.Med

ELLE VEUT FAIRE INSCRIRE LE ZELLIGE COMME PATRIMOINE IMMATÉRIEL NATIONAL À L'UNESCO

L'ALGÉRIE A OFFICIELLEMENT PRÉSENTÉ UN DOSSIER À L'AGENCE ONUSSIENNE

Après le Rai, l'Algérie veut faire inscrire le zellige comme patrimoine immatériel national à l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco). Elle a présenté officiellement un dossier à l'agence onusienne, comme l'a annoncé jeudi 18 avril à Béjaïa la ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji. « Ce mois d'avril, nous avons déposé le dossier « Art de l'ornementation architecturale en zellige : connaissances et compétences », pour son inscription au nom de l'Algérie sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité auprès de l'Unesco », a déclaré la ministre à l'ouverture du Mois du patrimoine (18 avril-18 mai). La ministre a rappelé que l'Algérie compte « 11 éléments immatériels sur les listes du patrimoine culturel mondial de l'UNESCO » et qu'elle travaille à y inscrire davantage. Elle a rappelé aussi qu'un dossier a été déposé en mars 2023 pour la « classification de la tenue traditionnelle de l'Est algérien » dans la liste de l'Unesco et que le « dossier arabe commun relatif au henné » qui a été soumis à l'organisation onusienne sera « examiné en décembre 2024 ».

Y.B.

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // DIMANCHE 21 AVRIL 2024 // N°795 // PRIX 20 DA

LE SG DU FLN, ABDELKRIM BENMBAREK :

«L'Algérie n'a pas renoncé aux acquis sociaux malgré les difficultés»

Benbarak estime que « la réalisation de l'équilibre financier et économique ne peut se faire indépendamment de l'équilibre social », reflétant « les orientations de l'Etat algérien et l'articulation des réformes économiques qu'il entreprend avec les réformes sociales et leurs équilibres.

Le secrétaire général du Parti du Front de libération nationale, Abdelkrim Benmbarek, a affirmé que les ressources naturelles, énergétiques, de services et humaines dont dispose l'Algérie confèrent au mouvement de développement global des dimensions fonctionnelles qui produisent de la richesse, réalisent un décollage qualitatif et un espace de progrès pour le pays. Benmbarek a déclaré dans son discours, hier, lors d'un colloque sur le développement économique et l'équilibre social, que le parti a organisé à la Bibliothèque nationale d'Alger, que l'Algérie possède les outils du développement et du progrès, et qu'elle est qualifiée pour « atteindre l'équilibre social, considéré comme un acquis national immuable ». Le SG du FLN a souligné que depuis la reconquête de la souveraineté nationale, « l'Algérie a réalisé de grands progrès dans la réalisation du développement économique et a contribué à toutes les étapes à la réalisation de la justice sociale, du bien-être et de l'équilibre, soulignant qu'elle n'a pas



abandonné ces acquis sociaux malgré les difficultés qu'elle a traversées et les défis auxquels elle a été confrontée dans diverses étapes ». Benmbarek estime que « la réalisation de l'équilibre financier et économique ne peut se faire indépendamment de l'équilibre social »,

reflétant « les orientations de l'Etat algérien et l'articulation des réformes économiques qu'il entreprend avec les réformes sociales et leurs équilibres qui reposent sur la garantie des droits, l'harmonie et la stabilité nationale ».

I.Med AMine

LA TERRE A TREMBLÉ À M'SILA

PAS DE VICTIMES NI DE DÉGÂTS MATÉRIELS

Une secousse tellurique de magnitude 4,2 degrés sur l'échelle de Richter a été enregistrée hier à 13h44 dans la wilaya de M'sila, indique le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG) dans un communiqué. L'épicentre de la secousse a été localisé à 6 km au sud-ouest de Msifa, précise la même source.

PROCHAINES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES

LE RND PRÊT À EXAMINER TOUTE DÉMARCHÉ ALLANT DANS LE SENS D'UNE COALITION

Le Secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Mustapha Yahy, a affirmé, hier à Oran, que le parti est prêt à examiner toute démarche débouchant sur une coalition ou un consensus en relation avec les prochaines élections présidentielles.

M. Yahy a souligné, dans un meeting de sa formation politique animé à la salle omnisports de la commune d'Es-Senia, que « le RND, conformément au principe de consensus responsable, prôné lors de son dernier congrès et émanant de sa conviction que l'Algérie est construite par tous et protégée par tous, surtout à la lumière des contextes régionaux et internationaux actuels, est ouvert à l'examen de toute démarche débouchant sur une coalition ou à un consensus en relation avec les prochaines élections présidentielles ».

R.N.

ORAN :

77 PERSONNES ARRÊTÉES POUR TRAFIC ILLICITE DE MIGRANTS

Dans deux opérations distinctes, les unités du Groupement régional de la Gendarmerie nationale de la wilaya d'Oran sont parvenues à démanteler des réseaux criminels spécialisés dans l'organisation d'expéditions clandestines à partir des côtes oranaises. Cela a conduit à l'arrestation de 77 per-

sonnes, originaires de différentes wilayas du pays.

Les opérations menées par les unités de la gendarmerie au cours desquelles ont été saisis 7 bateaux pneumatiques et de plaisance, équipés de moteurs (dont la puissance variait entre 60 et 200 chevaux), 11 bidons d'essence

d'une capacité de 25 litres et 12 gilets de sauvetage. Après avoir accompli toutes les procédures légales, les suspects ont été présentés au parquet compétent pour le délit de trafic illégal de migrants en organisant leur sortie illégale du territoire national en échange d'un avantage financier